

LA CAISSE DE DÉPÔT SE RETIRE DU PROJET

La création de la Banque du Saint-Laurent mise en veilleuse

La projet de création d'une nouvelle banque à charte à capitaux entièrement québécois, la Banque

ALAIN DUBUC
CLAUDE PICHER

du Saint-Laurent, a été mis en veilleuse. La Caisse de dépôt et de placement, une des principales intéressées,

a en effet décidé de renvoyer la balle dans le camp des promoteurs du projet, le groupe Optimum de l'homme d'affaires montréalais Gilles Blondeau.

L'idée de départ de M. Blondeau a suscité beaucoup d'intérêt, l'hiver dernier, dans les milieux d'affaires québécois. Le projet a été dévoilé pour la première fois dans LA PRESSE, à la mi-janvier, et rapidement confirmé par les principaux intéressés. Il s'agissait de mettre sur pied une banque, dotée d'un capital-actions initial de \$15 millions, spécialisée dans le financement de la petite et moyenne entreprise et la gestion des grands portefeuilles.

Plusieurs institutions, dont la Caisse de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, et le groupe Les Coopérants, ont étudié à l'époque la possibilité de participer à la formation du capital-actions de la banque. Ces investisseurs potentiels attendaient toutefois de voir quelle serait l'attitude de la Caisse de dépôt et de placement à l'égard du projet.

Étude approfondie

Or, selon des renseignements obtenus par LA PRESSE, la Caisse de dépôt est beaucoup moins intéressée qu'au début. L'organisme, dont les actifs se situent aux alentours de \$20 milliards, aurait réalisé une

étude approfondie du projet, pour conclure que les perspectives du marché visé par la Banque du Saint-Laurent n'étaient guère reluisantes.

Le financement de la petite entreprise est un secteur très concurrentiel. Depuis la refonte de la Loi des banques, en 1982, une soixantaine de banques à capitaux étrangers ont ouvert des bureaux au Canada. La vaste majorité de ces nouveaux arrivants s'est rapidement spécialisée dans le financement de l'entreprise et la gestion des grands portefeuilles, se taillant une place au soleil à même le marché détenu auparavant par les grandes banques canadiennes.

Dans cette optique, les responsables du dossier, à la Caisse de dépôt, ont opté pour la prudence, et auraient conseillé au groupe Optimum de clarifier ses objectifs. Les autres investisseurs potentiels qui, dans cette affaire, suivent la Caisse de dépôt, demeurent pour l'instant dans l'expectative, de sorte que la balle est maintenant dans le camp des promoteurs.

À la Caisse de dépôt, on s'est montré extrêmement discret sur le sujet, hier. « Certes, le projet nous a intéressés. Tout ce qu'on peut ajouter pour l'instant, c'est que les discussions se poursuivent », a commenté l'acronyme d'une porte-parole de l'institution.

PROFIT DE \$2,5 MILLIONS L'AN DERNIER

Nordair ne se laissera pas avaler par Quebecair

Nordair, qui a fait l'an dernier des profits pour la 36e fois au cours de ses 38 années d'existence, ne se laissera pas avaler par Quebecair, une compagnie « qui est branchée sur un poumon d'acier » et ne survit que grâce à l'aide financière, aux subventions et aux contrats du gouvernement du Québec.

GILLES GAUTHIER

C'est ce qu'a déclaré hier le président de Nordair, Jean Douville, à l'occasion de l'assemblée annuelle, où l'on a annoncé pour 1984 un profit de \$2,5 millions sur un chiffre d'affaires de \$180 millions et, pour le premier trimestre de 1985, des pertes de \$145 000.

Dans une virulente sortie contre Quebecair, le gouvernement et sa filiale, la Société québécoise des transports (SQT) et la Société d'investissement Desjardins (SID) M. Douville a déclaré que la vente récente par la SID à la SQT de 22 p. cent des actions de Nordair avait fait reculer les perspectives d'une fusion Nordair-Quebecair.

Il affirme que Quebecair n'a pas à se vanter de ses progrès des dernières années et que Nordair ne craint pas de concurrencer en meilleure santé. On peut, dit-il, améliorer ses résultats par une gestion serrée et l'agressivité sur les marchés : Nordair en est un exemple. Le gouvernement, ajoute-t-il, peut effacer la

dette de la compagnie et lui accorder subventions et contrats : c'est ce qui s'est produit pour Quebecair.

Ce n'est pas en agissant dans notre dos qu'on favorisera une fusion, dit M. Douville, qui affirme que le Mouvement Desjardins a marchandé l'offre d'Innocan auprès du gouvernement et qui insinue qu'il y a eu des motifs autres que financiers dans la transaction entre l'organisme coopératif et Québec.

Parlant au nom de son actionnaire majoritaire, il dit qu'Innocan est prêt à offrir au gouvernement le prix que ce dernier a payé à la SID pour le bloc de 22 p. cent, soit \$18 par action. Elle consentirait toutefois à laisser au gouvernement une participation de 20 p. cent dans la nouvelle entité qui résulterait d'une éventuelle fusion et qui devrait obligatoirement porter le nom de Nordair.

Il s'interroge sur l'intention du gouvernement dans l'entreprise privée. « Québec a pour ainsi dire « déprivatisé » 22 p. cent du capital-actions de Nordair en utilisant les fonds publics et a autorisé l'acquisition d'une part importante de la société par la SQT, propriétaire de Quebecair, un concurrent! ».

« La rationalisation doit être faite par le secteur privé et rentable », dit-il, ajoutant le bloc minoritaire de 22 p. cent ne permet pas à Québec quel'acquisition que ce soit si ce n'est celle d'assister à l'assemblée annuelle.

Même si les plaintes de sa clientèle la laissent semblait-il indifférente, Nordair a vu le nombre de ses passagers passer, de 1983 à 1984, de 960 677 à 1 139 000, chiffre qui demeure toutefois inférieur à ceux de 1980 et 1981.

La publication du rapport annuel de Nordair complète la ronde des bilans des sept transporteurs canadiens de premier niveau pour 1984 (tableau ci-joint). Les compagnies reprennent en général leur élan après la crise économique mais l'assouplissement de la réglementation gouvernementale annoncée le 10 mai 1984 rend la concurrence plus féroce et réduit les marges bénéficiaires.

À noter que les résultats de CP Air incluent maintenant ceux de EPA, dont elle est maintenant propriétaire, et des Hôtels CP. Le chiffre d'affaires de la compagnie aérienne de Vancouver en 1984 a été de \$934,1 millions et les bénéfices de \$5,6 millions. Une restructuration financière de Wardair lui a permis d'afficher l'an passé un bénéfice net de \$50,4 millions en 1984.

OFFRE SOUMISE AUX RESPONSABLES DE CHEVRON

Gulf Canada: EBC et Olympia and York sont sur les rangs

TORONTO (PC) — Les Entreprises Bell Canada, de Montréal, et la compagnie Olympia and York Developments, contrôlée par la famille Reichman de Toronto, tentent d'acquiescer les parts que possède Chevron Corp. au sein de Gulf Canada.

Une offre d'achat a été soumise à des responsables de Chevron au cours d'une réunion tenue à Toronto, ont affirmé hier des sources des milieux de l'investissement.

On ignore cependant la teneur de la soumission qui a été déposée. C'est le vice-

président de Chevron, M. Thornton Savage, qui dirigeait la délégation américaine à la réunion de Toronto. Il n'a pu être rejoint pour commenter la nouvelle.

Chevron, dont le siège social est à San Francisco, possède 60 p. cent de la pétrolière intégrée Gulf Canada, exploratrice active en mer de Beaufort et à Hibernia, au large de Terre-Neuve.

Un responsable de Gulf Canada a refusé de confirmer l'information, mais il a indiqué que des rumeurs persistantes circulaient à ce sujet.

Les actions de Gulf ont d'ailleurs changé de mains par centaines de milliers sur les marchés boursiers de Toronto et New York, à l'annonce de la possibilité que le géant pétrolier soit vendu.

Les analystes évaluent entre \$2,5 et \$3 milliards les intérêts de Chevron au sein de Gulf Canada. Chevron possède environ 137 des 225,5 millions d'actions de Gulf actuellement en circulation.

À ce prix, le nombre de firmes canadiennes en mesure d'acquiescer les parts de

Chevron se compte sur les doigts de la main.

Plus tôt cette année, Ottawa avait approuvé l'acquisition indirecte de Gulf Canada par Chevron lorsque cette dernière a pris possession de la société-mère, Gulf Corporation.

L'approbation fédérale avait cependant été assortie d'une condition, le gouvernement ayant exigé que Chevron réserve la vente de ses intérêts au sein de Gulf Canada à un acheteur canadien, au moins jusqu'au 30 avril. Chevron continue de respecter cette condition.



Quinze jours dans la vie d'un État

Lorsqu'on aborde la question du rôle de l'État, on a trop souvent tendance à se lancer dans la philosophie. Ce n'est pas nécessaire d'aller si loin! Il suffit de feuilleter les journaux des deux dernières semaines pour obtenir toute la matière à réflexion dont on a besoin.

En ces quelques jours, le gouvernement du Québec a en effet pris sept décisions, dans autant de domaines différents, qui soulignent, chacune à leur façon, les problèmes liés à la présence de l'État dans l'économie.

Dans chacun de ces dossiers, Québec modifie le rapport entre l'État et l'économie. Ce sont des cas-type; les voici, par ordre chronologique: la taxe sur les assurances, la privatisation de la SAQ, la réforme des rentes, l'achat d'une partie de Nordair, le financement des permis de taxi, la vente d'une partie de actions Dofor et l'achat de Gaz Inter-Cité par Gaz Métro.

Mais, hélas, ça va dans tous les sens. On dirait que le gouvernement provincial est assis entre deux chaises. D'un côté, il est influencé par le vent de remise en question de l'État. Mais de l'autre, il semble incapable de se débarrasser de ses vieux réflexes remontant à la révolution tranquille.

La taxe sur les assurances

Annoncée dans le budget Duhaime, la taxe de 9 p. cent sur les assurances est impopulaire; elle choque les entreprises, les consommateurs et les assureurs. Ce n'est pas seulement la taille de cet impôt qui fait problème, mais la façon de taxer choisie par le ministre des Finances.

Cette taxe rappelle que l'État n'a pas nécessairement à nationaliser des compagnies ou à lancer des programmes pour modifier l'équilibre économique. En frappant les assurances, le gouvernement introduit une sérieuse distorsion dans l'industrie, car elle forcera les clients à modifier leurs habitudes.

En plus, le gouvernement crée ainsi un précédent, en ouvrant la porte à une présence de l'État et à une philosophie fiscale tout à fait nouvelles. Québec modifie donc les règles du jeu.

Pseudo-privatisation à la SAQ

Du côté des vins et des alcools, le gouvernement va dans l'autre sens, du moins en apparence, en annonçant la vente des succursales de la Société des alcools à des particuliers.

Mais lorsque les détails de ce projet ont été dévoilés, il est devenu clair que Québec avançait à reculons. Les succursales appartiendront à des investisseurs privés, mais la SAQ gardera le contrôle des prix et des approvisionnements; ces nouveaux entrepreneurs auront autant de marge de manœuvre qu'un vendeur d'encyclopédies! En somme, l'État cède à la mode des privatisations mais sur le fond, son rôle restera le même.

La réforme des rentes

La décision la plus lourde de sens a été prise par la ministre Pauline Marois. Elle propose une réforme en profondeur du régime de rentes qui coûtera cher, puisque les cotisations tripleront. Ce projet préconise une présence très lourde de l'État dans le monde des pensions; il n'encourage pas l'épargne privée, par exemple par le biais des REER, il n'encourage pas non plus les fonds de pension d'entreprises. Tout reposera sur la Régie des rentes. Ça ne paraît pas tout de suite; mais dans dix ans, quinze ans ou vingt ans, on verra l'État récupérer des milliards de dollars et prendre de plus en plus de place.

À l'attaque de Nordair

La palme du charme rétro va au ministre des Transports, qui a acheté 22 p. cent des actions de Nordair. Il contrôle déjà l'autre compagnie aérienne québécoise, Quebecair. On croirait remonter dans le temps, à l'euphorie des années soixante. Le gouvernement du Québec ne semble pas avoir trouvé d'autres façons de mettre de l'ordre dans le transport aérien que de recourir aux techniques de choc du bon vieux temps: nationaliser ou accroître sa présence dans un secteur.

Les permis de taxi

Il s'agit d'une petite décision de rien du tout. Pour régler le problème lié au trop grand nombre de taxis à Montréal, Québec a encouragé les chauffeurs à racheter des permis détenus par ceux qui voudraient quitter le métier; il y aurait ainsi moins de véhicules et les chauffeurs restants feraient plus d'argent. Mais les chauffeurs trouvent que cela leur coûtera trop cher. Québec a donc décidé de financer cette opération de \$10 millions. L'État se retrouve à mettre les pieds dans le domaine où sa présence est la moins utile, celui de la vente au détail.

La SGF privatise

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Rodrigue Biron, va dans le sens contraire: la Société générale de financement, une société d'État, privatisera en partie ses avoirs dans le monde des pâtes et papiers. Elle émettra dans le public des actions de sa filiale Dofor, qui contrôle deux papeteries, Domtar et Donohue. Dans ce cas, Québec encourage les sociétés mixtes.

Gaz Métro étend ses ailes

Enfin, Gaz Métro, contrôlée par des sociétés d'État québécoises, a acheté cette semaine l'autre distributeur gazier, Gaz Inter-Cité. Mais dans ce cas, on ne peut pas dire que l'État piétine les plates-bandes du secteur privé car GIC était déjà contrôlé par le Québec. En outre, il y a là une logique interne, puisqu'Hydro est déjà étatisé et que ce secteur, hautement réglementé, mène à la création de monopoles naturels.

Les zig-zags étatiques

Dans quel sens l'État veut-il aller? Personne ne le sait, surtout pas au cabinet Lévesque. La philosophie d'intervention varie selon les ministres ou les secteurs de l'économie. Ces exemples récents montrent qu'il y a un profond malaise.

La lourdeur de l'appareil étatique y est pour quelque chose: on ne se débarrasse pas facilement des plis qui ont été pris depuis vingt ans. Cela est également dû au fait que le gouvernement péquiste ne tient pas trop à mener un débat sur le rôle de l'État, de peur d'être déchiré entre les différentes tendances qui le composent. La solution? On en donne un peu de chaque bord, pour faire plaisir à tout le monde. Mais en fait, on ne satisfait personne.

MONTRÉAL

127,83

(-1,02)

TORONTO

2602,76

(-12,65)

DOW JONES

1249,78

(-2,98)

L'OR

(New York)

\$312,80

(-2,10)

\$

CANADIEN

-9/100

72,31

CB PAK INC.**Déclaration de dividende**

Actions ordinaires
AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ qu'un dividende de douze cents et demi (0,125 \$) l'action, soit le dividende n° 6, rapporté par les actions ordinaires en circulation de la Société et payable le 17 juin 1985, a été déclaré le 23 avril 1985. Ce dividende est payable en espèces ou en actions ordinaires valant 15,375 \$ chacune aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 17 mai 1985.

Par ordre du conseil:
Le Secrétaire,
E.C. Robichaud

Montréal (Québec)
le 9 mai 1985

ROLLAND INC.**AVIS DE DIVIDENDES**

Avis est donné par les présentes que les dividendes trimestriels suivants ont été déclarés payables le 14 juin 1985, aux actionnaires inscrits à la fermeture des livres le 24 mai 1985.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

\$1,0625 par action sur les actions privilégiées cumulatives de \$4,25.

ACTIONS ORDINAIRES

Classe «A» — \$0,25 par action.
Classe «B» — \$0,2375 par action.

Par ordre du conseil d'administration,
Le Secrétaire adjoint et conseiller juridique
Luc O. Désy

SICO**Gilles Leduc**

Monsieur Jean-Paul Lortie, président et chef de la direction de Sico Inc., a le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur GILLES LEDUC au poste de vice-président national des ventes de la division commerciale.

Monsieur Leduc s'est joint à la compagnie Sico en janvier 1970 et a depuis occupé divers postes au sein de l'entreprise. Avant d'accéder au poste de vice-président national des ventes, Monsieur Leduc assumait la fonction de directeur du marketing.

Sico Inc., le plus important fabricant de peinture à capitaux canadiens, excelle dans tous les domaines où il exerce ses activités au Canada et aux États-Unis.

NOMINATION**Jean-Pierre Fortin**

Le directeur de l'Institut Armand-Frappier, monsieur Aurèle Beaulieu, a le plaisir d'annoncer la nomination de monsieur Jean-Pierre Fortin au poste de directeur administratif de l'Institut. Antérieurement secrétaire général de l'Université du Québec, monsieur Fortin, comptable agréé de formation, a occupé diverses fonctions administratives tant dans le secteur public que privé.

Avantageusement reconnu à l'échelle internationale pour ses travaux dans les domaines de la santé et du développement bio-industriel, l'Institut Armand-Frappier est l'un des plus importants foyers de recherche en biotechnologie au Canada.

E.W.**FINNIE INC.**

14 031 EST RUE NOTRE-DAME
POINTE-AUX-TREMBLES MONTRÉAL P.Q.
H1A 1T9

TELEX 05-829508 • TEL (514) 642-8843

COURROIES DE CONVOYEURS POUR TOUS LES GENRES D'INDUSTRIES

CONFISERIE — ALIMENTATION — MANUFACTURE — MINES — ÉQUIPEMENT DE FERME — FABRICANT DE BOÎTES DE CARTON — IMPRIMERIE

**Deux nouveaux membres au Conseil d'administration de la Société des alcools du Québec**

Monsieur Rodrigue Biron, ministre de l'Industrie et du Commerce, est heureux d'annoncer les nominations suivantes au Conseil d'administration de la Société des alcools du Québec.



M. Reynald Brisson, comptable agréé, président du Conseil d'administration et président-directeur général, Centrale de la machine à coudre industrielle inc.



M. Jean-Marc Baronet, industriel, président, Machineries provinciales inc. et Armand Guay inc.

ÉCONO-FLASHES**ANDRÉ CHÉNIER****Obligations de Shell Canada**

■ Shell Canada émet, sur le marché européen, pour \$75 millions d'obligations à sept ans, portant intérêt à 11,25 p. cent et cotées à 100,25 pour un rendement de 11,197 p. cent à l'échéance. Non rachetables avant le 15 juillet 1992, ces obligations inscrites au Luxembourg se présentent en coupures de \$1 000 et \$10 000. Wood Gundy dirige le syndicat de souscription.

Cancom: participation accrue de BCTV

■ Canadian Satellite Communications Inc. a fait savoir qu'elle demandera sous peu au Conseil canadien de la radio-télévision et des télécommunications et autres régies intéressées l'autorisation d'accroître la participation de British Columbia Television Broadcasting System dans Cancom, par un transfert d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Si le projet est approuvé, Selkirk Communications, les Entreprises Telemedia Inc. et Cathlon Holdings vendraient chacune à BCTV 552 000 actions ordinaires au prix de \$7 l'action et 2 200 actions privilégiées de série A au prix de \$140 l'action. Cette transaction finalisée, la participation de BCTV dans Cancom passerait d'environ 25 p. cent à quelque 46 p. cent des actions ordinaires en circulation, tandis que la participation respective de Selkirk, Telemedia et Cathlon tomberait de 15 à p. cent à environ huit pour cent. Ensemble, toutefois, les quatre actionnaires continueraient à détenir 70 p. cent des actions ordinaires de Cancom.

Chrysler achèterait 3-5% de Lotus

■ Chrysler Corp. a entrepris des négociations en vue d'acheter des intérêts minoritaires dans la compagnie britannique d'auto sport Lotus. Selon la revue Auto Week, Chrysler achèterait entre 3 et 5 p. cent d'intérêts dans Lotus, en vue de la construction d'un sedan de luxe à haute performance. Les deux entreprises sont déjà associées dans la conception et la fabrication d'un moteur quatre cylindres à haute performance. L'an dernier, Chrysler avait acheté cinq pour cent d'intérêts dans Masareti, pour la construction d'une auto sport deux places qui se vendrait aux USA en 1987.

Usine de décaféination à Valleyfield

■ Créée en 1980 dans le but de développer les échanges commerciaux entre le Mexique et le Canada, Promotions M. USA C. Inc. investira \$7 090 300 dans une usine à Valleyfield. On y procédera à la « décaféination » du café selon un procédé au chlorure de méthylène. La Société de développement industriel du Québec a été autorisée à contribuer \$500 000 à ces investissements.

Jacques Bouchard primé par l'ACA

■ L'Association canadienne des annonceurs a décerné sa médaille d'or à Jacques Bouchard, président du conseil et fondateur de l'agence BCP Stratégie-Créativité. La mention qui accompagnait la décoration se lisait comme suit: « pour avoir, grâce à son esprit novateur, contribué à créer une publicité de qualité, pour avoir motivé l'industrie de la publicité à prendre davantage conscience de son rôle social et, enfin, pour avoir, par ses conseils, aidé à promouvoir les normes d'excellence de la publicité au Canada ».

Déficit de HCI Holdings

■ La société torontoise HCI Holdings a accusé son déficit du premier semestre de l'an dernier. Pour les six premiers mois de l'exercice en cours, le déficit net de HCI Holdings a été de \$1 188 107 ou dix cents par action, en regard d'un déficit de \$160 287 ou un cent par action pour la période correspondante l'an dernier.

AES Data vend aux postes de RFA

■ AES Data a vendu pour \$2 millions de systèmes bureautiques aux services allemands des Postes et Télécommunications. Le contrat conclu avec Deutsche Bundespost prévoit la livraison de 96 systèmes AES 7300 que AES Data lancit tout récemment. Chacun de ces systèmes peut prendre en charge jusqu'à huit postes de travail.

Profits d'Union Enterprises

■ Union Enterprises, de Toronto, a terminé son exercice le 31 mars avec des profits et des revenus quelque peu améliorés par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net a été de \$42,5 millions ou \$1,30 par action sur des revenus de \$1,40 milliard, comparativement à un bénéfice de \$42,1 millions ou \$1,33 par action sur un chiffre d'affaires de \$1,37 milliard l'année précédente. Les résultats de Burns Foods, dont Union Enterprises a fait l'acquisition peu avant la fin de l'exercice, ne sont pas compris dans ces états financiers.

Xerox garantit les terminaux Ampex

■ Les centres de services Xerox et Ampex Canada ont signé un accord de tierce partie permettant aux centres de services Xerox d'offrir une garantie nationale, ainsi qu'une garantie de service prolongée, sur les terminaux 210 et 230 de Ampex, ainsi que sur les systèmes à disques rigides PC-Megastore. Ampex Canada est l'un des plus importants fabricants de matériel périphérique pour ordinateurs.

Sociétés québécoises à Dusseldorf

■ Cinq sociétés québécoises exposent leurs produits au Salon international des établissements hospitaliers qui a débuté le 7 mai et qui prendra fin demain, à Dusseldorf, en Allemagne. Cette participation fait suite à l'initiative du ministère du Commerce extérieur du Québec. Les cinq entreprises participantes sont: Glenica Inc., de Sainte-Thérèse; Ibiom Instruments Ltd., de Brossard; la société Nutrimed, de Sherbrooke; Textiles Dagenais, de Verdun, et Thought Technology, de Montréal.

Pétrole: chute accélérée des prix

■ La chute des prix du pétrole s'est accélérée hier sur le marché international à la suite de l'annonce d'une nouvelle augmentation de 7,2 millions de barils des stocks américains de brut. Le prix du Brent de mer du Nord est tombé notamment dans la matinée à 25,90 dollars-baril pour livraison juin et juillet prochain, soit 30 cents de moins que la veille. Il avait déjà baissé mardi de 15 cents en prévision de cette nouvelle. Il y a un mois, il se situait encore aux environs de 27,50 dollars pour livraison pendant ces mois. Les courtiers font état d'une pression croissante de l'offre, alors que la demande se ralentit en raison du réchauffement saisonnier de la température et de la perspective d'un approvisionnement surabondant.

Bénéfice de CAE Industries

■ Sur des revenus consolidés de \$327 millions, c'est un bénéfice d'exploitation de \$30 822 000 ou 86 cents par action que CAE Industries a enregistré pour son exercice qui a pris fin le 31 mars. Les résultats n'englobent pas un déficit extraordinaire de \$412 000 ou un cent par action sur la vente de la division CAE-Morse. Le bénéfice d'exploitation se compare à un bénéfice de \$22 740 000 ou 64 cents par action enregistré à l'exercice précédent sur des revenus de \$283,1 millions, revenus révisés pour tenir compte de la vente de CAE-Morse. Le déficit extraordinaire a été compensé en partie par un gain extraordinaire résultant de la diminution des provisions sur pertes à la suite de la fermeture de CAE Aircraft en 1983. Les frais d'immobilisation de la compagnie sont passés de \$10 millions en 1983-1984 à \$18 millions en 1984-1985. Les frais de recherche et développement ont atteint \$26,8 millions.

Sweatman quitte la Banque mercantile

■ I.M. Sweatman a résigné ses fonctions de président de la Banque mercantile du Canada en raison de « divergences de vues sur la politique » de l'institution. Un bref communiqué de la Banque mercantile indique que R.L. Davidson, président du conseil et chef de la direction, assume de nouveau les fonctions de président.

Déficit net de Peugeot

■ La société d'automobiles française Peugeot a terminé son exercice 1984 avec un déficit net de 204 millions de francs, en regard d'un déficit de 1,03 milliard de francs à l'exercice précédent. Le franc français vaut actuellement \$0,1410 canadien. Les revenus consolidés de la compagnie ont été de 91,5 milliards de francs, en regard de 85,2 milliards à l'exercice précédent.

Rendement des bons du trésor du Québec

■ Les \$85 millions de bons du trésor à 91 jours que le gouvernement du Québec a vendus cette semaine aux enchères avaient un rendement moyen de 9,86 p. cent, comparativement à 9,94 p. cent la semaine dernière. Leur prix moyen était de 97,60.

Banque Commerciale du Canada**10%**

ANNUELLEMENT

DÉPÔTS À TERME 180-364 JOURS

- dépôt minimum \$5000
- taux spéciaux sur dépôts au-dessus de \$25.000
- taux sujets à changements
- taux disponibles sur les valeurs américaines
- ces dépôts sont admissibles pour votre REER (plan autogéré)

9% 30-59 JOURS
9 1/2% 60-89 JOURS
10 1/4% 1 AN

Bureau 1400,
1981 Ave. du Collège
McGill
Montréal H3A 2Y1
284-2311

Membre: Société D'Assurance-Dépôts du Canada

EXCELLENTE OCCASION D'AFFAIRE**Brasserie, restaurant et immeuble de première classe**

L'actif commercial de Le Gobelet Inc., qui comprend un restaurant et une brasserie de renommée, situé en plein cœur de Montréal, est mis en vente par John J. Swidler, en tant que syndic de cet établissement. Le bien immobilier de Le Gobelet Inc., qui pourrait parfaitement être réaménagé en restaurant, fait partie intégrante de l'actif à vendre.

Veuillez nous faire parvenir vos offres par écrit, conformément aux conditions de vente, au plus tard le 27 mai 1985, 15h.

Pour tout complément d'information, veuillez communiquer en toute discrétion avec M. Yves Vincent, C.A. au:

Richter & Associés Inc.

1, WESTMOUNT SQUARE, 19^e ÉTAGE
MONTRÉAL, QUÉBEC H1Z 2Z9 (514) 931-7204

Profitez maintenant de taux d'intérêt élevés! Taux du marché monétaire sur dépôts à terme de 25 000 \$ ou plus.

"NOUS VOUS OFFRONS PLUS POUR VOTRE ARGENT"

Norbanque offre maintenant à ses déposants les taux élevés du marché monétaire.

- placement minimal de 25 000 \$
- termes de 30 à 365 jours
- intérêt versé à l'échéance

Taux également offerts pour dépôts de 5 000 \$ ou plus



Votre intérêt est le nôtre

CONTACTEZ NOUS
DÈS AUJOURD'HUI
POUR PLUS DE
RENSEIGNEMENTS

625, boul. Dorchester ouest
Tel: (514) 395-8762

* Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada. Les taux peuvent changer sans préavis.

**INVITATION**

Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Rodrigue Biron, invite les gens d'affaires de la grande région de Montréal à venir le rencontrer le vendredi, 10 mai, à 14h00 au Palais des congrès, à la salle 408.

Accompagné du ministre Guy Tardif et de plusieurs de ses collègues de la région métropolitaine, M. Biron traitera notamment des avantages et des modalités d'application des programmes s'adressant aux entreprises et découlant du récent budget.

Cette rencontre se déroulera dans le cadre de la Semaine nationale de l'entreprise.

Québec

confiance (kōfjās) n.
ce en quoi on met sa foi;
certitude; assurance; sentiment de sécurité, telle la solide confiance de la Corporation Première, Québec en Montréal.

Depuis plus de vingt ans, la Corporation Première, Québec s'est associée à des projets immobiliers d'envergure, au centre-ville et dans des emplacements-clés de Montréal ainsi qu'à Longueuil.

For information FIRST QUEBEC CORPORATION 1001 BOUL. DE MAISONNEUVE OUEST, SUITE 1200, MONTRÉAL, QUÉBEC H3A 3E1 • (514) 284-9115



Pour renseignements LA CORPORATION PREMIÈRE QUÉBEC

Bell et Cantel s'attaquent au marché du téléphone cellulaire

■ Premier appel-test aujourd'hui du téléphone cellulaire de Cantel, détenue en partie par Télémedia (CKAC). Mais la nouvelle firme se voyait devancée hier par la première communication interprovinciale de Bell Cellulaire, du géant Entreprises Bell Canada. Cette première escarmouche est sans doute l'indice de la guerre en règle que se livreront les deux concurrents, de taille bien inégale, dès le premier juillet dans cette nouvelle industrie de la radio cellulaire, développée à partir de Toronto et de Montréal.

LAURIER CLOUTIER

Comme s'il fallait à tout prix cacher ses armes à la concurrence, les statistiques sur le nombre d'abonnés et le seuil de rentabilité de Bell Cellulaire ne pouvaient être dévoilées hier.

Andrew Penny, vice-président de Bell Cellulaire, région de l'Est, a toutefois déclaré en entrevue que « la demande est très forte. Le téléphone sonne constamment et non pas pour demander de l'information. Les gens veulent savoir comment, où et quand ils peuvent obtenir leur téléphone cellulaire ».

\$12 millions

À ce rythme, « les objectifs seront rencontrés rapidement en



Andrew Penny démontre l'efficacité du téléphone cellulaire

terme de nombre d'abonnés et de rentabilité » des \$12 millions d'investissements déjà réalisés, dont \$8 millions à Toronto. On devrait amortir les investissements entre 1988 et 1990.

Le vice-président estime à « quelques milliers » les abonnés qui pourront le premier juillet té-

léphoner de leur auto, comme de leur bureau, à Toronto ou Montréal et entre les deux villes. La demande reste cependant difficile à prévoir si l'on se fie à celle de la radio d'auto actuelle, plus « un jouet, glamour, qu'un appareil efficace ».

De \$2 000 à \$6 500

Pourtant, le téléphone cellulaire de Bell coûte de \$2 000 à \$6 500. Mais on peut aussi le louer à un des quatre tarifs proposés, selon le niveau d'utilisation : de \$1,95 à \$49,95 par mois, plus de 12,5 à 60 centes par minute, en période de pointe.

À ce prix, Andrew Penny reconnaît qu'il ne vise pas les consommateurs mais les gens d'affaires des PME (petites et

moyennes entreprises). Ça vaut de l'or pour eux d'ajouter deux à trois heures de travail par jour, grâce aux téléphones de la voiture. S'ajouteront sans doute des « Yuppy » (young, urban, professional).

On obtient la communication en quelques secondes, comme avec le téléphone du bureau, comparativement à jusqu'à 20 secondes avec la radio d'auto actuelle, déclare le vice-président. Vérification faite, la qualité de communication est très bonne. Chaque cellule d'un rayon de 12 à 16 km peut absorber 300 appels à la fois, contre 24 dans toute la ville pour la radio d'auto.

Efficace

Bell agrandira progressivement le territoire de Toronto et de Montréal, puis s'attaquera à Ottawa et Québec, avant de couvrir le corridor Toronto-Montréal dans deux ans, selon la demande.

Quatre fournisseurs offriront autant d'appareils différents, compacts, qui se logent facilement près du tableau de bord, reliés à une antenne intégrée au pare-brise et à une petite boîte de contrôle dans le coffre : CGE, Radio Shack, Motorola et Brooktel.

De son auto stationnée devant l'hôtel de ville de Montréal, Andrew Penny a démontré hier l'efficacité de son appareil en rejoignant son collègue Tim Barnett, devant le « city hall » de Toronto.

Bell Cellulaire et Cantel ont obtenu en 1983 des permis d'Ottawa pour desservir 23 villes. Ottawa a toutefois imposé à Bell d'attendre le premier juillet pour démarrer, afin de laisser à Cantel le temps de se placer.

Les villes desservies seront reliées au réseau mondial en développement.

Une quatrième brasserie sera créée au Québec

■ Un groupe de Québécois a l'intention de créer une quatrième brasserie au Québec : cet ambitieux projet nécessiterait un investissement d'au moins \$30 millions. La décision finale sera prise dans deux mois.

MICHEL GIRARD

C'est sous le nom de compagnie « Brasserie Michel Desjardins Ltée » que les gens d'affaires impliqués dans le projet sont regroupés.

Selon leur porte-parole, Mme Danielle Desjardins, il y a au Québec place, selon des études de marché, pour un quatrième brasseur, surtout dans la bière spécialisée.

Le Québec, dit-elle, est l'une des rares provinces où il n'y a pas d'autre brasseur à côté des trois géants que sont Labatt, Molson et O'Keefe.

Terrain

La Brasserie Desjardins a déjà pris une option sur le terrain où elle voudrait s'implanter. Il s'agit d'un terrain de quatre millions de pieds carrés, situé à Vaudeuil.

Précisons que l'achat du terrain est conditionnel à l'acceptation, d'ici deux mois, du projet.

L'idée de lancer cette nouvelle brasserie remonte déjà à quatre ans. Le projet est très avancé. Au nombre des éléments qu'il reste encore à déterminer avant de prendre la déci-

sion finale, il y a la gamme des produits.

Selon Le Soleil, le projet consisterait en la fabrication d'une bière à partir d'un procédé belge. Le projet serait financé en partie par un groupe d'investisseurs belges. Mais la majeure partie des capitaux proviendrait cependant du Québec.

Si jamais le projet se réalise, la future brasserie ne pourra ouvrir les portes de ses installations que dans au moins un an et demi.

Chez les trois grands de la bière au Québec, Molson, O'Keefe et Labatt, on tente de suivre l'évolution de ce projet.

« Dans l'industrie de la bière au Québec, on est habitué à la concurrence : on doit se battre à tous les jours pour augmenter ou conserver nos parts de marché respectives », dit M. Marcel Boisvert, vice-président marketing chez Labatt.

« On n'a rien contre la venue d'un nouveau concurrent, dit-il, même si le marché de la bière est relativement stable. On ne prévoit cette année qu'une croissance de 2 p. cent, ce qui est très peu ».

Ce n'est pas la venue d'un nouveau concurrent qui inquiète M. Boisvert. Mais plutôt la possibilité que les gouvernements de Québec et d'Ottawa accordent à la future brasserie une aide financière.

Si jamais les gouvernements faisaient cela, conclut M. Boisvert, les brasseries crieraient à l'injustice !

Tampa et Syracuse veulent attirer les firmes montréalaises de haute technologie

■ Ce sont les firmes de haute technologie montréalaises, dans les secteurs de l'aérospatiale et des équipements médicaux, qui intéressent particulièrement les deux délégations commerciales américaines de passage dans la métropole hier, venant de Tampa, en Floride, et de Syracuse, New York.

FRANCINE OSBORNE

Le secrétaire au Commerce de la Floride, Wayne Mixson, et le président de la Chambre de Commerce des États-Unis, Frank Morsani, vantent les mérites de la Floride et de la région de Tampa en particulier un lieu idéal pour établir des filiales voulant faire des affaires avec les États-Unis, mais aussi avec les pays d'Amérique latine.

Tampa et Montréal ont en commun plusieurs firmes spécialisées dans l'aérospatiale, les deux régions bénéficiant de retombées importantes de contrats de la défense américaine. M. Mixson pense que des ententes technologiques ou des projets conjoints sont possibles entre des sociétés canadiennes et américaines dans ce secteur. Même chose dans le domaine des équipements médicaux.

En outre, la firme Bombardier est candidate pour construire un train rapide entre Tampa, Orlando et Miami, un projet de \$4 milliards US à \$5 milliards US.

Surtout, Tampa est une région qui connaît une croissance phénoménale, comme l'ensemble de la Floride d'ailleurs. 22 p. cent des dépenses de consommation américaines sont effectuées en Floride. Chaque jour, l'État compte quelque 900 nouveaux habitants. Actuellement, la population de l'État est de 11,2 millions de personnes, mais on s'attend à ce qu'elle grimpe jusqu'à 17 millions en l'an 2000, lorsque la Floride sera le troisième État le plus

populeux, après la Californie et le Texas. Une telle effervescence ouvre des marchés aux exportations canadiennes de matériaux de construction notamment, ainsi qu'aux promoteurs canadiens de projets immobiliers.

Évidemment, les représentants de la Floride veulent développer encore davantage le tourisme canadien, même si 2 millions de visiteurs du Canada vont déjà chez eux chaque année. En outre, ils souhaitent que les avions canadiens repartent avec davantage de marchandises de la Floride, des produits manufacturés notamment.

Syracuse, ville stratégique

La délégation de Syracuse, elle, est venue convaincre les hommes d'affaires montréalais que sa ville constitue un endroit idéal pour ouvrir une filiale américaine.

En effet, les taxes sont relativement peu élevées, la ville possède un aéroport international offrant une liaison directe avec Montréal, elle possède une zone commerciale franche de droits et est reliée à plusieurs autoroutes.

Selon Jeffrey Swartz, de la Chambre de Commerce de Syracuse, la ville abrite un bon nombre de firmes de haute technologie, en plus d'entreprises manufacturières multinationales comme Carrier et General Electric. À cet égard, Montréal est perçu par les membres de la délégation comme un centre de haute technologie où il y aurait lieu de créer des liens commerciaux avantageux.

M. Swartz a insisté sur la qualité de vie qu'offre une ville comme Syracuse, avec ses 170 000 habitants. Le taux de criminalité y est bas, les relations de travail y sont reconnues comme généralement harmonieuses, l'eau est abondante et non polluée et l'environnement, culturel et naturel, y est agréable.



Wayne Mixson, secrétaire au Commerce de la Floride, et Frank Morsani, président de la Chambre de commerce des États-Unis

CN: forte perte au 1er trimestre

■ (PC) — Le manque d'effervescence de l'économie a marqué le secteur transport plus que les autres, alors que la force du dollar US a fait grimper les coûts d'intérêt, signale le Canadien National dans un communiqué.

La société d'État déclare avoir terminé le premier trimestre de cette année avec une perte de \$23,6 millions, au regard d'un bénéfice de \$51,2 millions durant la même période en 1984.

Les recettes du secteur du grain ont été de \$19,4 millions inférieures à celles de la période équivalente l'an dernier. L'augmentation des dépenses, de \$61,7 millions sur celles de l'an dernier, est due à un hiver rigoureux, aux taxes accrues sur le carburant et aux modifications des taux d'amortissement.

Le CN indique également qu'un trafic moins intense et des taux d'intérêt plus élevés ont accru de \$2,8 millions les pertes du secteur camionnage au cours des trois premiers mois.

Dans les activités hors transport, la société d'État a réalisé un revenu de \$5,6 millions fin mars contre \$5,8 millions à la même période l'an dernier.

HILTON INTERNATIONAL CANADA



Donna L. Williams

Ronald G. Drake, vice-président au marketing de Hilton Canada Inc., est heureux d'annoncer la nomination de Donna L. Williams au poste de directrice de la publicité et de la promotion des ventes de Hilton Canada. Mademoiselle Williams est de retour à la compagnie après un stage d'un an à Tourisme Canada, à Ottawa. Elle y a supervisé les programmes de relations publiques, aux États-Unis, du Ministère fédéral du tourisme que dirige l'honorable Tom McMillan.

Avant son séjour à Ottawa, elle occupa le poste de directrice des relations publiques de l'hôtel Reine-Elizabeth, alors administré par Hilton Canada. Mademoiselle Williams connaît bien le domaine du tourisme, ayant travaillé pendant plusieurs années pour l'un des plus grands noiseurs aériens canadiens et aussi en tant qu'agent de voyages.

Montréalaise, bilingue, Mademoiselle Williams est diplômée de l'université Western, Ontario.

Les mises en chantier se maintiennent cette année au Québec

■ Malgré la disparition du programme gouvernemental Corvée-Habitation, il semble que le nombre de mises en chantier d'habitations au Québec ne baissera presque pas par rapport à l'an dernier.

MICHEL GIRARD

C'est ce qui ressort d'une analyse des chiffres préliminaires publiés hier par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Selon les projections de la SCHL, le nombre de nouveaux logements devrait augmenter cette année de 34 000 unités, comparativement à près de 35 000 en 1984.

Les projections de la SCHL sont basées sur les mises en chantier du mois d'avril dernier, lesquelles ont été désaisonnalisées. Il s'agit ici de mises en chantier dans les régions urbaines.

À l'échelle du Canada, la construction de nouvelles habitations devrait atteindre en 1985 les 150 000 unités, en hausse de 11,1 p. cent par rapport à 1984.

Cela indique que le Québec afficherait donc une performance inférieure à celle de la moyenne canadienne.

Pour sa part, l'Ontario est en route vers une excellente performance alors que le nombre de mises en chantier devraient atteindre les 58 000 unités, soit 37,1 p. cent de plus que l'an dernier.

Le Québec a tout de même connu de bons résultats au mois d'avril. Il y a eu en effet 2 931 mises en chantier. Cela représente une hausse de 21 p. cent par rapport à la même période de 1984.

L'Ontario a enregistré en avril une hausse de 29 p. cent, soit le même pourcentage que la moyenne nationale d'augmentation.

SELON PETER LOUGHEED Les Américains sont favorables au libre-échange

■ WASHINGTON (LA PRESSE) — Les responsables politiques américains se montrent « très réceptifs » à l'idée d'un accord de libre échanges Canada-USA, mais cet esprit d'ouverture pourrait ne durer que « pour une courte période ».

C'est la conclusion qu'a tirée hier le premier ministre albertin Peter Lougheed après trois jours de rencontres avec des membres de l'administration américaine, de la Chambre et du Sénat.

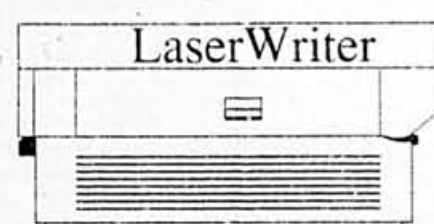
M. Lougheed, un des plus fervents défenseurs du libre-échange au Canada, estime qu'une proposition canadienne en ce sens devrait être présentée à l'automne, ou du moins avant la

fin de l'année. En 1986, l'approche des élections américaines au Congrès américain aurait selon lui pour effet de déclencher « un climat protectionniste croissant, surtout si le déficit commercial américain se maintient ».

Le premier ministre croit que le pessimisme entourant l'éventuelle tenue de nouvelles négociations commerciales internationales constitue « la plus grande motivation des Américains » à conclure une entente avec le Canada. Il estime qu'un accord bilatéral entre les deux pays servirait d'exemple à Washington pour prôner l'élimination d'autres barrières commerciales internationales.

MICRO BOUTIQUE LE CENTRE Apple AU QUÉBEC

NOUVEAU



La nouvelle « Laser Writer » d'Apple représente ni plus ni moins une révolution dans la communication de documents imprimés.

NOUVEAU Réseau Apple Talk • Corvus systems • Sunol Systems

Prenez rendez-vous avec nos experts du réseau

• MACINTOSH 512 K
+ second lecteur de disque
+ imprimante Image Writer
+ Macwrite, Macpaint Spécial 3 750\$



• Macintosh 128 k
+ Macwrite, Macpaint Spécial 2 250\$
• Macintosh 512 k
+ Macwrite, Macpaint Spécial 2 750\$

LE PLUS GRAND CHOIX DE LOGICIELS DISPONIBLES SUR MACINTOSH AU CANADA

Nouveautés exclusives chez Micro Boutique

- NOUVEAU MACTABLET: tablette graphique à haute résolution (500 points au pouce)
- NOUVEAU THUNDERSCAN: Le Digitaliseur d'image qui possède la meilleure résolution d'image sur Macintosh. (MacWorld - Avril)
- NOUVEAU MAC PUBLISHER: Programme de mise en page professionnelle, imprime des superbes publications sur Image Writer ou l'imprimante au Laser.
- NOUVEAU MEGA FORM: gestion d'écran (formulaire, rapport, mise en page...)
- NOUVEAU MICROSOFT: Multiplan, Chart, enfin en FRANÇAIS...
- NOUVEAU EXPERT LOGO FRANÇAIS
- NOUVEAU CLICKON: chiffrier électronique intégré dans les accessoires de bureau
- NOUVEAU EXPERTISE sur Base de Données Relationnelles Helix Odesta, Mac Lion, Broke Keystroke.
- NOUVEAU UCSD PASCAL: « Mac Advantage » version complétée
- NOUVEAU EXPERT LISP: langage de programmation d'intelligence artificielle
- NOUVEAU ANIMATION TOOL KIT permet d'animer vos propres images
- NOUVEAU CLICK ART EFFECTS effet de rotation, déformation parallèle, point de fuite...

** Venez nous voir et recevez gratuitement le premier numéro du magazine « MIC MAC » (publié par MICRO BOUTIQUE), qui regroupe une liste de plus de 200 logiciels disponibles dans notre magasin, avec fiche technique, commentaire, ainsi que des articles sur les nouveaux produits, des News, des conseils et bien d'autres choses...

MICRO BOUTIQUE
Macintosh est une marque déposée d'Apple Computer Inc.

512, rue Beaubien est
Montréal 270-4477

L'ÉCONOMIE QUI S'ÉCRIT

LE SUCCÈS DES MONÉTARISTES

Keynes n'avait pas de solution à l'inflation

■ En deux ans, du quatrième trimestre 1978 au quatrième trimestre 1980, c'est-à-dire en pleine période «monétariste» du gouvernement de Mme Thatcher, le Produit national brut (PNB) a augmenté de 33 p.cen (inflation comprise) et la masse monétaire, de 32,8 p.cen.



JEAN POULAIN

Que faut-il en conclure? Que «l'expérience» de ces années fournit une preuve éclatante de l'incapacité des autorités à éviter que la masse monétaire augmente exactement au même rythme que les revenus nationaux (le PNB), malgré la politique largement proclamée de «resserrement monétaire», politique qui a entraîné une baisse de 2,1 p.cen du PNB et une baisse de 1,1 million du nombre des personnes employées.

Telle est l'une des raisons qui font du professeur britannique Nicholas Kaldor, de Cambridge, le farouche adversaire du monétarisme. Mais il faut souligner que si la masse monétaire — soit les instruments de paiement dont dispose l'économie dans son ensemble — a augmenté globalement de 32,8 p.cen (M3) ses composantes ont évolué fort différemment.

C'est ainsi que la masse monétaire au sens étroit (M1) qui regroupe seulement pièces de monnaie et billets de banque ainsi que les comptes courants (comptes de chèques, sans intérêt sur dépôts) a effectivement reculé en volume, puisque pièces et billets n'ont progressé nominativement en deux ans que de 17 p.cen (l'inflation étant de 32,8 p.cen), et les comptes de chèques, de 11,8 p.cen.

Par contre, les comptes d'épargne dans les banques (qui entrent dans M2 et M3) ont fait un bond de 58,6 p.cen, attirés par les taux d'intérêt élevés.

En fait donc, le seul «succès» obtenu par

Londres dans sa politique «monétariste» a été de réduire l'offre de monnaie au sens étroit (M1), qui est passée d'une croissance nominale de 16,5 p.cen en 1978 (avant Mme Thatcher) à 9 p.cen en 1979 et 4 p.cen seulement en 1980, alors qu'il faut retirer de cela une inflation de 32,8 p.cen en 1979-1980, soit un recul de 19,8 p.cen (13-32,8).

Mais le point principal de Nicholas Kaldor est de vouloir prouver que les autorités monétaires subissent les demandes de monnaie de l'économie et non le contraire.

L'auteur de «Le fléau du monétarisme» veut s'attaquer au credo des monétaristes avec Milton Friedman en tête, pour qui l'augmentation de la masse monétaire est la principale cause, sinon la seule, de l'inflation. Le remède pour les monétaristes, est donc simple: la réduire, alors que Kaldor entend avoir prouvé que c'est l'économie qui décide.

Tout se passerait comme si l'économie dans son ensemble était une entreprise qui vit sur son fonds de roulement (M), soit les liquidités qui lui permettent de fonctionner, ces liquidités «tournant» plus ou moins vite selon la branche d'activité.

C'est ainsi, par exemple, si l'on comprend bien l'auteur en marge de sa thèse, qu'un grand magasin d'alimentation au détail pourrait tourner 10 fois dans l'année, un fonds de roulement de \$1 million lui permettant ainsi un chiffre d'affaires annuel de \$10 millions.

Par contre, un fabricant comme Bombardier ou tout autre comme lui, ne pourrait tourner que deux fois par an, c'est-à-dire exigerait un fonds de roulement cinq fois plus élevé.

Il en est de même pour les différentes économies, Kaldor relevant que la vitesse de rotation de la masse monétaire pouvant être cinq fois plus rapide: cas de la Suède par rapport à l'Italie, la première ayant pourtant peu d'inflation.

L'auteur introduit un second argument destiné à montrer que la banque centrale n'est pas maître du contrôle de l'ensemble de la masse monétaire puisqu'elle ne peut refuser d'escompter — ou réescompter,

selon le cas — des créances qui lui sont proposées par les banques, leur permettant d'obtenir des liquidités (et éventuellement d'éviter, ainsi, la faillite). Ce serait donc elle qui dépendrait du marché et non l'inverse.

Masse monétaire et PNB

Pourtant Kaldor n'apparaît pas en terrain aussi sûr lorsqu'il s'attaque à la seconde thèse des monétaristes selon qui toute variation de la masse monétaire provoque aussi une variation de même sens du PNB.

Le problème dans un tel cas est l'existence d'un décalage, une augmentation de M — masse monétaire — ne donnant lieu à une augmentation du PNB que un à deux ans plus tard; si Kaldor inverse la thèse à sa façon, il lui faut prouver qu'une augmentation actuelle du PNB a provoqué l'an dernier une hausse de M. Au lecteur de juger: «Si un événement A est postérieur à un événement B, on ne peut néanmoins écarter la possibilité pour A d'être la cause de B de même que les grondements d'un volcan précèdent souvent l'éruption qui les cause.» (?)

L'auteur montre par des statistiques que le «lien» entre M et PNB est plutôt vague et le décalage, un mythe. Il reste muet toutefois sur le lien direct et le décalage cent fois constaté entre inflation et masse monétaire... où il faudrait là aussi montrer que c'est l'inflation qui, avant d'exister, provoque la hausse de M.

Keynes et l'inflation

Dans son introduction à l'édition française de l'ouvrage, Kaldor, après avoir situé la très forte poussée inflationniste de 1973-74, ajoute: «Mais la théorie keynésienne ne disposait pas d'instrument permettant de maîtriser la rapide inflation des prix et des salaires — en dehors des politiques de revenus...» (contrôle des prix et des salaires). C'est là un aveu capital.

Bernard Guerrien, dans la «présentation» de l'ouvrage, relève les conclusions de nombre d'études sur la cause/conséquence de la masse monétaire-qui-varie, en disant que la thèse «monétariste» semble confirmée aux USA pour des modèles simples mais c'est un résultat trompeur car il en est différemment en introduisant le crédit et le taux d'intérêt.

LE FLÉAU DU MONÉTARISME, par Nicholas Kaldor, publié par les Editions Economica à Paris.

En allant à Paris en avion, on «subventionne» un Français venant à Montréal

■ Les voyageurs québécois qui utilisent les grandes compagnies aériennes pour se rendre en France «subventionnent» les billets d'avion des Français, a affirmé hier à Montréal M. Patrick Nottin, co-fondateur et directeur général du grossiste en voyages Nouvelles Frontières.

GILLES GAUTHIER

On sait que les Français qui prennent un vol notifié vers Montréal payent leur billet d'avion moins cher qu'un Québécois qui se rend à Paris. Pourquoi?

Selon M. Nottin, les «cousins» n'ont pas les moyens de payer les prix chargés par Nouvelles Frontières et les autres transporteurs. Et ce malgré la féroce bataille que se livrent les transporteurs aériens sur l'Atlantique-Nord, qui se traduit par une sensible baisse de prix et une marge bénéficiaire réduite au minimum pour les compagnies. Conséquemment, le même billet est vendu \$25 de moins en France.

On peut se demander en fait si les entreprises n'accordent pas un rabais aux Français pour tenter de vendre leurs sièges sur les vols Paris-Montréal, dont une bonne partie sont vides parce qu'il n'y a aucune commune mesure entre le nombre de Français intéressés à visiter le Canada et celui des Québécois qui se précipitent vers Paris.

M. Nottin soutient que cette stratégie de prix se justifie pour Nouvelles Frontières, qui finance

ainsi ses frais d'implantation au Canada, où elle n'est installée que depuis un an. «Mais pour les autres, on peut se demander s'il n'y a pas une subvention», ajoute-t-il avec un sourire entendu.

Née du scoutisme français en 1965, Nouvelles Frontières, devenue société commerciale en 1975, est maintenant le deuxième grossiste français après le Club Med. Elle a eu, en 1984, 380 000 clients, dont 60 000 hors de France, et son chiffre d'affaires annuel dépasse \$185 millions. Comptant 65 bureaux et 500 employés, elle offre 130 destinations sur les cinq continents.

Au cours de sa première année au Canada, elle a attiré 14 000 clients (9 000 vers l'Europe l'été, 5 000 vers le sud l'hiver dernier), et ses revenus brut ont été de \$10 millions, chiffres qu'elle veut accroître de 50 p. cent en 1985.

Elle est à la fois grossiste et détaillant, vendant elle-même ses produits sans faire affaire avec les agences de voyages, ce qui lui évite de verser une commission à ces intermédiaires. Ses clients sont par ailleurs transportés par de petites compagnies utilisant des avions tels les DC-8 (Quebecair, National, Air Minerve), ce qui permet de réduire les coûts. La marge bénéficiaire brute, de dire M. Nottin, n'est que de 10 p. cent, comparativement à 30 pour les autres. Ces facteurs qui lui permettent d'offrir des tarifs intéressants, en fait un des principaux combattants de la guerre des prix sur l'Atlantique.

Imasco améliore son bénéfice et son chiffre d'affaires

■ Imasco Ltée a amélioré aussi bien son bénéfice que son chiffre d'affaires au cours de son exercice qui a pris fin le 31 mars.

Au dernier trimestre, le bénéfice net a été de \$28 299 000 ou 28 cents par action sur des revenus de \$1,07 milliard, en regard d'un bénéfice d'exploitation de \$39 436 000 ou 41 cents par action sur des revenus de \$657 millions à l'exercice précédent. Les résultats du dernier trimestre de

l'exercice qui vient de se terminer englobent ceux de Peoples Drug Stores, dont Imasco a fait l'acquisition le 1er avril 1984, ainsi que ceux de Rea and Derrick, compagnie achetée le 1er décembre dernier.

Pour l'exercice tout entier, le bénéfice net a été de \$205 000 000 ou \$2,14 par action sur des revenus de \$4,35 milliards, en regard d'un bénéfice d'exploitation de \$194 172 000 ou \$2,03 par action à l'exercice précédent, sur des revenus de \$2,87 milliards.

NOUVEAU aux Éditions La Presse

LA SAGA DES CAISSES POPULAIRES

JACQUES LAMARCHE

la presse

HAWORTH LTÉE



Murray Archer

M. Alan H. Keith, vice-président exécutif des opérations de Haworth Inc., manufacturier de systèmes d'aménagement de bureau à aire ouverte, a annoncé la nomination de M. Murray Archer au poste de Directeur général de Haworth Ltée, Canada.

Cette importante nomination reflète l'intérêt continu de Haworth dans le marché canadien des systèmes d'aménagement de bureau.

Du siège social à Toronto, M. Archer sera responsable de l'expansion du réseau actuel de distribution et des clients corporatifs. Le développement de liens solides avec les architectes et designers canadiens est d'une importance capitale pour M. Archer qui sera aussi responsable de la régie des opérations financières de la corporation.

Le développement d'un centre d'opérations Haworth à Montréal et l'implantation d'un complexe manufacturier au Canada sont deux des premières tâches de M. Archer.

Il apporte à Haworth une solide expérience de marketing et de direction acquise pendant 10 ans chez Xerox Canada. Récemment, il était vice-président, marketing, de Sodacan Inc. un holding montréalais spécialisé dans l'assurance, la ré-assurance et le courtage d'assurance. Précédemment, il était vice-président directeur général de La Maison Preston, distributeur de mobilier commercial.

Diplômé de l'université Laval, M. Archer sait particulièrement bien réagir aux besoins différents des marchés francophones et anglophones. Il est membre de la Chambre de Commerce de Montréal où il fut président du comité de marketing au cours des trois dernières années. La nomination de M. Archer chez Haworth s'inscrit dans le contexte innovateur et dynamique qui a fait de Haworth un leader dans le domaine des systèmes d'aménagement de bureau à aire ouverte.

VS services

VS SERVICES LTÉE

AVIS DE VERSEMENT DE DIVIDENDE

On fait savoir, par la présente, qu'un dividende de 14¢ par action ordinaire de la Compagnie entièrement libérée a été déclaré pour le deuxième trimestre se terminant le 27 mars 1985. Ce dividende sera versé le 5 juin 1985 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 22 mai 1985.

Par ordre du Conseil d'administration
Toronto, Canada
R. G. Campbell
le secrétaire
le 8 mai 1985

BELL CANADA



Jean C. Monty

Bell Canada annonce la nomination de Jean C. Monty au poste de vice-président exécutif. M. Monty détient une maîtrise ès arts (économie) de l'université Western Ontario et une maîtrise en administration des affaires de l'université de Chicago. Il est entré au service de Bell Canada à titre de contrôleur (études financières). Depuis, il a occupé le poste de vice-président adjoint (financement), de président de Télébec Limitée et de contrôleur délégué (exploitation) de Bell Canada. Avant sa présente nomination, M. Monty était vice-président (services abonnés) à la Région du Québec de Bell Canada. M. Monty est administrateur de Télébec Limitée, vice-président et administrateur de la Société de la Maison des Sciences et des Techniques et administrateur des Jeunes Entreprises du Québec et de la Fondation pour la recherche sur les maladies mentales.

CIAMM

dBASE III

Au CIAMM on sait que l'apprentissage se fait avec la pratique. Le cours est donc essentiellement basé sur des **exercices pratiques** et vous avez **votre propre micro-ordinateur IBM/PC** pour que vous puissiez profiter au maximum du programme établi au sein d'un **groupe de 8 personnes.**

- À la fin de la session, les participants auront maîtrisé ces sujets :
- ce qu'est dBase III
 - utilisation de dBase III (commandes)
 - manipulation de fichier
 - localisation d'informations dans un fichier
 - commandes générales
 - utilisation de plus d'un fichier
 - générateur de rapport
 - fonctions
 - programmation

Le soir: les mercredis et vendredis, du 17 au 19 juin 250\$

Au métro Longueuil
Pour informations et inscriptions: 679-0671

PETITS CONSEILS D'HOMMES D'AFFAIRES

RESTEZ PRÊT DE L'ACTION

A l'hôtel Carlton Place de Toronto, vous êtes à 5 mn de l'aéroport et des autoroutes 401 et 427. Vous pouvez vous rendre où vous devez aller, rapidement, sans avoir à faire face aux embouteillages du centre-ville. Cet emplacement a été choisi pour faciliter la vie de l'homme d'affaires, comme vous — car nous savons que votre temps est précieux. La journée terminée, pour vous détendre, nous vous offrons sauna, bain-tourbillon, notre reposante salle de

cocktails "Sundown" et notre très accueillante salle à manger "Apples". Suivez les conseils d'autres hommes d'affaires, séjournez au Carlton Place. Vous aimerez l'emplacement, votre trésorier appréciera nos tarifs, à partir de 55\$.

HÔTEL
CARLTON PLACE

33 Carlton St., Toronto, Ont. M5W 6H5 Tél: (416) 675-1234; Sans frais, au Canada: 1-800-387-3391; aux E.-U. 1-800-528-1234; Téléc: 06-999212.



OÙ LES AFFAIRES SONT LES AFFAIRES

Un empire économique et social de 20 milliards de dollars

La première caisse populaire en Amérique a vu le jour le 6 décembre 1900. Un premier dépôt de 0,10\$, au bord du fleuve géant. Quelques décennies plus tard, on compte 1465 caisses, regroupées en 11 fédérations, au cœur d'une puissante Confédération dotée d'une caisse centrale.

Dans cette même orbite, une quinzaine d'autres institutions Desjardins aux ramifications insoupçonnées. Les Caisse populaires, une saga dont Jacques Lamarche explique, avec humour et fierté, la naissance, le cheminement et l'évolution.

272 pages

COMMANDEZ PAR TÉLÉPHONE
Service rapide et efficace
285-6984

Économisez temps et argent en commandant vos livres des Éditions La Presse par téléphone. Vous n'avez qu'à composer le numéro 285-6984, donner votre numéro de carte VISA ou MASTERCARD et le tour est joué. Ce service vous est offert du lundi au vendredi de 9h à 16h.

OFFRE SPÉCIALE AUX ABONNÉS DE LA PRESSE 20% DE RÉDUCTION

BON DE COMMANDE À retourner aux: **Éditions La Presse Ltée**
44, Saint-Antoine ouest
Montréal, Québec H2Y 1J5

NOM.....
ADRESSE.....
VILLE.....
PROVINCE.....
CODE POSTAL.....
TÉL.....
TOTAL.....
Ci-joint.....

IMPORTANT: Joignez à cette commande un chèque ou un mandat payable aux Éditions La Presse Ltée.
Vous pouvez également utiliser votre carte de crédit comme mode de paiement.
M/Card ou Visa
No.....

Prrière de noter que les échanges et les remboursements ne sont pas acceptés.

Les frères Black veulent vendre Standard Broadcasting

TORONTO (PC) - Les financiers Conrad et Montegu Black ont annoncé hier soir leur intention de vendre à Slight Communications Inc. toutes les actions de Standard Broadcasting Corporation qu'ils détiennent, soit 49 p. cent, pour une somme d'environ \$ 61,5 millions ou \$ 21,50 l'action.

Mais cette transaction ne peut se réaliser qu'à la condition que les titulaires de 90 p. cent des actions restantes acceptent de vendre également à Slight dans un délai de 35 jours suivant l'offre et que l'approbation de l'opération par le Conseil de la radiotélévision et des télécommunications du Canada (CRTC) soit acquise dans un délai de 120 jours. Les deux entreprises ont leur siège à Toronto.

Les frères Black ont fait savoir dans un communiqué que leur société de gestion Hollinger-Argus Ltd a accepté de déposer son bloc d'actions avant que Slight présente une offre officielle à tous les actionnaires à un prix égal.

Toutefois, cette obligation viendra à expiration si Slight ne fait pas une offre officielle aux actionnaires d'ici le 14 juin.

La décision des frères Black de vendre survient après plusieurs jours de confusion au sujet du sort de Standard Broadcasting, qui possède plusieurs stations de radio et de télévision, dont les stations CFRB à Toronto et CJAD à Montréal.

Les transactions sur les actions de Standard ont été suspendues hier en attendant un communiqué de la compagnie après avoir enregistré une hausse de \$ 2,12 portant l'action à \$ 18 à la Bourse de Toronto. La semaine dernière, les Black avaient déclaré qu'ils ne songeaient pas à vendre Standard, mais étudieraient toute offre à un prix avantageux et si tous les actionnaires pouvaient vendre au même prix. Mais hier soir, ils ont annoncé que la vente pourrait avoir lieu, voulant concentrer leur empire financier dans des domaines non réglementés.

Standard a déclaré récemment une perte de \$ 3,82 millions sur une période de six mois, en raison des ponctions financières de la compagnie de câblodistribution dont elle est propriétaire en Californie.

L'ensemble de la transaction coûterait \$ 113 millions à Slight Communications.

Ogilvy est vendu à deux hommes d'affaires canadiens

La famille Nesbitt vient de vendre le grand magasin Jas. A. Ogilvy à Ralph Hibbard, fabricant et importateur de vêtements, et Daniel Fournier, président de la société immobilière Equi-dev. La transaction, dont la valeur n'a pas été dévoilée, porte autant sur l'institution de 119 ans du centre ville que sur les trois succursales de banlieues et le Heeney's Linen Shop, de Toronto. Le prestigieux grand magasin n'a pas affiché de profits significatifs depuis 10 ans et aurait accusé des pertes de près de \$ 0,5 million l'an dernier. Mais on le modernisera, sans le dénaturer.



photo J.Y. Lévesque, LA PRESSE

MATÉRIAUX LUMBERLAND INC.



Claude P. Tremblay

M. Jean A. Bécotte, vice-président exécutif, est heureux d'annoncer la nomination de Claude P. Tremblay au poste de directeur des Ressources humaines. M. Tremblay est diplômé en relations industrielles de l'Université de Montréal et il est membre de La Corporation des Conseillers en Relations Industrielles du Québec.

En tant que directeur des Ressources humaines, M. Tremblay sera aussi responsable des relations de travail, domaine dans lequel il a acquis une vaste expérience comme négociateur.

Matériaux Lumberland Inc. est spécialisée dans la vente au détail et aux contracteurs de produits de matériaux de construction. L'entreprise emploie 350 personnes et, est la plus grosse chaîne privée de magasins oeuvrant dans ce domaine, détenue par des propriétaires privés. Matériaux Lumberland Inc. possède actuellement 13 magasins; 9 d'entre eux sont situés dans la région de Montréal et 4 dans la région de l'Estrie.

Petits colis: hausse de 235% des tarifs

TORONTO (PC) — Le coût d'expédition des petits colis pourrait augmenter de 235 p. cent pour certains usagers de la Poste en raison d'un changement de classification dans les nouveaux tarifs proposés.

Les firmes parmi les plus touchées seraient celles qui font de la vente par correspondance d'articles tels que cosmétiques, calendriers et « posters » et l'envoi d'échantillons de produits pharmaceutiques aux médecins.

Par suite des changements proposés, les colis qui coûtent à présent 37 cents en troisième classe devraient être expédiés en quatrième classe au tarif minimum de \$1,24.

Entente entre Noranda Sales et Albecour

Aux termes d'un accord intervenu entre la société en commandite Albecour, filiale de la Société générale de financement et partenaire à 24,95 p. cent de l'aluminerie de Bécancour, et Noranda Sales Corporation, cette dernière agira comme agent exclusif pour la commercialisation et la vente d'une partie de la quote-part d'Albécour de l'aluminium produit par l'aluminerie de Bécancour et ce, pour une période allant jusqu'au 31 décembre 1992.

Le tonnage vendu par Noranda Sales pourrait atteindre 17 500 tonnes, soit 30 p. cent de la production totale d'Albécour, lorsque l'aluminerie de Bécancour fonctionnera à pleine capacité (230 000 tonnes métriques) au début de 1987.

Trust Royal Nominations



Philip E. Johnston



André Monette

Le Trust Royal a le plaisir d'annoncer les nominations de M. Philip Johnston au poste de vice-président, Services financiers aux sociétés, région de l'Est du Canada et de M. André Monette au poste de vice-président, région du Québec et directeur, succursale de Montréal.

M. Johnston, qui est en poste à Montréal, se voit ainsi confié le marché des entreprises. Il participera activement à l'expansion des affaires, au maintien et à l'administration de la division régionale des Services financiers aux sociétés.

Pour sa part, M. Monette reste responsable des activités des Services financiers aux particuliers pour l'ensemble du Québec, lesquels comprennent toute la gamme des services financiers offerts aux particuliers, les services de crédit hypothécaire et de crédit à la consommation et les services de fiducie et conseil.

Ces nouveaux postes s'inscrivent dans la récente restructuration de l'entreprise et traduisent le souci du Trust Royal de mieux répondre aux besoins des entreprises clientes et des particuliers.

LA BOURSE

L'indice Dow Jones perd 2,98 points

Les cours ont baissé légèrement hier à la Bourse de New York, perdant ce qu'ils avaient gagné au cours des séances précédentes. L'indice Dow Jones a perdu 2,98 à 1 249,78.

FRANCINE OSBORNE

Quelque 101,3 millions d'actions ont été échangées, comparativement à 100,2 millions la veille.

Les titres pétroliers ont perdu du terrain, les investisseurs suivant les recommandations des analystes leur conseillant des prises de bénéfices. Les actions de compagnies de tabac ont rebondi.

Atlantic Richfield a été très active, perdant 1 à 62 1/4, sur un volume de 2,35 millions d'actions. Mobil a perdu 3/4 à 31 1/4.

Digital Equipment a gagné 2 1/2 à 100 1/2 et Sperry a progressé de 1 1/2 à 53.

Toronto et Montréal en baisse

À Toronto, le marché était nettement en baisse et l'activité forte. L'indice composé a perdu 12,65 à 2 602,76.

12,1 millions d'actions ont changé de mains, comparativement à 11,9 millions la veille.

Parmi les 14 indices secondaires, 11 ont clôturé en baisse. Seuls les communications, les métaux et les produits de consommation ont échappé à la dégringolade.

Selon Craig Crossman, directeur des investissements institutionnels chez Gardiner Watson, le marché torontois a suivi la même tendance à la baisse que celui de New York.

Imperial Oil A a perdu 1 1/4 à 51 1/4 et Canadian Occidental Petroleum 3/4 à 30.

Inter-City Gas a gagné 1/4 à 13 et GulfStream Resources 0,79 à 1,55.

À Montréal, la Bourse a aussi terminé la journée en baisse, l'indice général perdant 1,02 à 127,83. L'activité était faible, avec un volume de 1,9 million d'actions.

Parmi les indices secondaires, seuls les services publics ont gagné du terrain.

Gulf Canada a perdu 1/4 à 20 1/4 et Noranda 3/4 à 15 1/4.

Gaz métropolitain a gagné 3/4 à 10 1/4 et Alcan 3/4 à 33.

LE COMPTE GLOBAL

Le compte de chèques à intérêt quotidien le plus populaire au Canada. Encore mieux qu'un dépôt à terme.

Touchez de l'intérêt chaque jour sur chaque dollar.

Le compte Global a toujours été un compte pratique, permettant de répondre à tous vos besoins en services bancaires. Maintenant, il vous offre en plus un taux d'intérêt comparable à celui des dépôts à terme à 30 jours, sans les pénalités de retrait avant l'échéance et sans l'immobilisation de vos fonds pour une période fixe.

Voici les divers paliers d'intérêt.

Solde de fermeture quotidien:

5 000\$ ou plus

• vous touchez un intérêt de placement de 7 1/4%* sur tous vos fonds.

2 000\$ à 4 999,99\$

• vous touchez un intérêt quotidien élevé de 5 1/4%* sur tous vos fonds (plus 1/2% pour les clients bénéficiant du Service aux aînés).

jusqu'à 1 999,99\$

• vous touchez un intérêt quotidien de base de 3%* sur tous vos fonds.

Votre compte Global n'est plus seulement réservé aux opérations bancaires, vous pouvez maintenant l'utiliser pour vos placements. Mais il y a plus...

*Par an, calculé sur le solde de fermeture quotidien et versé mensuellement. Ce taux est entré en vigueur le 19 avril 1985 et peut être modifié sans préavis.

**Offert dans la plupart des non succursales, à des fins non commerciales.

Aucun autre compte de chèques à intérêt quotidien ne vous offre tous ces avantages:

- Des chèques sans frais, avec un solde minimum mensuel de 300\$ (aucun solde minimum exigé pour les clients bénéficiant de notre Service aux aînés).
- Un intérêt quotidien versé mensuellement, quel que soit le solde de votre compte.

• Trois choix de tenue de compte: le livret de banque, le relevé mensuel détaillé ou le retour des chèques (moyennant des frais minimes).

• Un supplément d'intérêt pour les aînés (intérêt quotidien élevé seulement).

Plus les avantages du service Inter-succursales et la possibilité de bénéficier d'une protection en cas de découvert avec la Provision spéciale.

Le compte Global vous rapporte de l'intérêt chaque jour, à compter de la date d'ouverture du compte. L'intérêt est calculé sur le solde de fermeture quotidien et non pas seulement sur le solde minimum mensuel. Vous pouvez à votre gré utiliser le compte Global pour votre épargne ou vos placements à court terme, ou à la fois comme compte d'épargne et compte de chèques, ou comme compte de chèques seulement. Il est très pratique et s'adapte à vos besoins. Et, bien sûr, si vous êtes titulaire d'un compte Global "Âge d'or", vous bénéficiez en plus de tous les avantages de notre Service aux aînés.

Passer donc dès maintenant à la succursale Commerce la plus proche afin de bénéficier de tous les avantages du compte Global, le compte qui, chaque jour, devient de plus en plus populaire.**

Le compte Global: il englobe toujours plus!

IL EST SANS PAREIL!



BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE



Déclaration de dividendes Actions ordinaires
AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que les dividendes suivants, rapportés par les actions ordinaires de la Société, ont été déclarés le 25 avril 1985 et sont payables le 17 juin 1985 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 17 mai 1985:

- (1) Un dividende de quinze cents (0,15\$) l'action, soit le dividende n° 33, rapporté par les actions ordinaires série A en circulation de la Société et payable en espèces;
 - (2) Un dividende de quinze cents (0,15\$) l'action, soit le dividende n° 33, rapporté par les actions ordinaires série B en circulation de la Société et payable en actions ordinaires série B valant chacune 16,426\$.
- Par ordre du conseil,
Le Secrétaire,
J.M. Dawson, C.A.
Montréal (Québec)
le 9 mai 1985



RENDEZ-VOUS

d'affaires de Montréal

Le lundi 13 mai
16h30 à 19h

AU

Palais des Congrès de Montréal
201, avenue Viger ouest



POUR LES GENS D'AFFAIRES AFFAIRÉS

UNE ATTRACTION ADDITIONNELLE. UNE PREMIÈRE MONTRÉALAISE!

La première démonstration publique à Montréal du téléphone mobile cellulaire. Une occasion unique d'essayer la technologie de demain dès aujourd'hui.

Billets (5\$ membres/7\$ non-membres) disponibles à l'entrée ou en communiquant avec Le Bureau de Commerce de Montréal au 878-4651

APPORTEZ UN BON NOMBRE DE CARTES D'AFFAIRES...

VOUS EN AUREZ BESOIN!

RAPPORTS FINANCIERS EXPRESS

COMPAGNIES	PROFITS (PERTES) (\$'000)			REVENUS BRUTS (\$'000)		
	Courant	L'an dernier	Variation	Courant	L'an dernier	Variation
Imasco Ltd. (tabacalimenterie) Mont. Qué. année 31 mars	234,108	194,172	+20%	4,350,000	2,870,000	+51%
CAE Industries (électronique) Mont. Qué. année 31 mars	30,822	22,740	+35%	327,012	283,119	+15%
Moore Corp. (formules commerciale) Tor. O. 1er trim. 31 mars	32,200	27,800	+15%	499,900	499,700	---
Banister Continental (ingénierie) Mississauga, Ont. 1er trim. 31 mars	(184)	(1,408)	---	23,200	14,700	+57%
Brenda Mines (mines) Tor. Ont. 1er trim. 31 mars	(1,824)	(1,063)	---	2,001	1,706	+17%
Algoma Central Railway (transport) Sault Ste Marie, O. 1er trim. 31 mars	(295)	(646)	---	27,200	24,800	+9%
Trimac Ltd. (transport) Cal. Alb. 1er trim. 31 mars	(370)	88	---	83,535	72,353	+15%
Bow Valley Ind. (pétrolières) Cal. Alb. 1er trim. 31 mars	12,700	9,100	+39%	238,000	185,300	+27%
Gulf Res. & Chem. (pétrolières) Houston, Texas 1er trim. 31 mars	1,537	4,268	-63%	55,766	68,806	-18%
F.W. Woolworth Co. (commerce de détail) N.Y. N.Y. 1er trim. 31 mars	6,000	4,000	+50%	1,243,000	1,214,000	+2%
Parker Pen (stylos/plumes) Janesville, Wis. année 28 fév.	5,383	11,796	-54%	843,700	708,800	+19%

LES GRAINS

(CONTRATS EN TONNES)

MARCHÉ À TERME

On. Mar. Ter. Mar.

UN
Mai 344,00 371,00 366,00 368,00 366,00
Juil. 371,50 375,50 371,50 374,00 371,50
Oct. 375,50 377,50 375,50 376,00 374,00
Dec. 378,50 381,00 378,50 379,00 378,00
Mar. 384,00 387,00 384,00 387,00 384,00

VANCOUVER

GRAIN COLEA

On. Mar. Ter. Mar.

UN
Mai 413,50 419,50 413,50 415,00 420,50
Juil. 404,00 406,00 403,00 404,00 404,00
Oct. 396,10 397,50 394,00 394,00 394,00
Dec. 403,00 403,00 400,00 400,00 400,00
Mar. --- --- --- --- ---

OREG (Alb.)

On. Mar. Ter. Mar.

UN
Mai --- --- --- --- ---
Juil. --- --- --- --- ---
Oct. --- --- --- --- ---
Dec. --- --- --- --- ---
Mar. --- --- --- --- ---

OREG (Thunder Bay)

On. Mar. Ter. Mar.

UN
Mai 148,30 148,30 146,70 146,70 146,50
Juil. 136,60 136,60 136,50 136,50 136,50
Oct. 123,30 123,30 123,30 123,30 123,30
Dec. 123,30 123,30 123,30 123,30 123,30
Mar. --- --- --- --- ---

BLE FOURRAGER

On. Mar. Ter. Mar.

UN
Mai --- --- --- --- ---
Juil. --- --- --- --- ---
Oct. --- --- --- --- ---
Dec. --- --- --- --- ---
Mar. --- --- --- --- ---

AVOINE

On. Mar. Ter. Mar.

UN
Mai 127,50 127,50 127,00 127,50 126,50
Juil. 125,20 125,20 125,20 125,20 125,20
Oct. --- --- --- --- ---
Dec. --- --- --- --- ---
Mar. --- --- --- --- ---

MARCHÉ AU COMPTANT

On. Mar. Ter. Mar.

UN
Mai 148,30 148,30 146,70 146,70 146,50
Juil. 136,60 136,60 136,50 136,50 136,50
Oct. 123,30 123,30 123,30 123,30 123,30
Dec. 123,30 123,30 123,30 123,30 123,30
Mar. --- --- --- --- ---

GRAIN - COLEA: Thunder Bay 1

canadienne 390,00

Vancouver 1 canadienne 411,70

BLE FOURRAGER: 3 rouge printemps

158,00; fourragère canadienne

153,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

Onge Alto; Calgary 143,00; Edmon-

ton 143,00; Lethbridge 143,00

DÉTACHÉS

AGRICULTURE

(PC) — Cours des denrées

transmises par le ministère fédéral de l'Agriculture:

Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière. Prix d'achat No 2, \$4,78 le kg; No 3, \$4,78 le kg; prix moyen du grosseau au détail: \$5,15 le kg.

Fromage cheddar au kilo: blanc, \$4,869; coloré: \$4,876.

Produits concentrés: lait en poudre écrémé: No 1, sac de 25 kg, \$2,851 le kg; lait écrémé destiné à l'alimentation: \$1,103; petit lait en poudre comestible, \$0,474 le kg; petit lait destiné à l'alimentation, \$0,352 le kg; lait de beurre, \$1,947 le kilo.

Oufs: prix moyens des grossistes au détailants, boîte d'une douzaine, A-extra-gros, \$1,30 7-10; A-gros, \$1,29 5-10; A-moyens, \$1,26 4-10; A-petits, \$0,89 1-10.

Prix de gros aux distributeurs établis par la Fédération des producteurs avicoles du Québec: A-extra-gros, \$1,26; A-gros, \$1,25; A-moyens, \$1,22; A-petits, \$0,85; A-pse-wen, \$0,53.

Pommes de terre, prix de gros: Québec, nouvelles, \$0,90 à \$0,95 le 10 lb; \$1,60 à \$1,70 le 20 lb; \$3,50 à \$3,75 le 50 lb; lavées, \$5,00 à \$5,50 la boîte de 50 lb; I.P.E. \$1,05 à \$1,15 le 10 lb; \$2,00 à \$2,10 le 20 lb; \$4,25 à \$4,50 le 50 lb; N.B.: \$0,90 à \$0,95 le 10 lb.

Pot-de-vin en haute mer

SAINT-JEAN, Terre-Neuve (PC) — Le ministre fédéral des Pêches et Océans a ouvert une enquête interne suite aux allégations d'un ancien observateur du ministère, selon qui des pêcheurs étrangers ont régulièrement offert des pots-de-vin aux autorités canadiennes pour obtenir des passe-droits.

L'ex-observateur, qui a accepté de répondre aux questions de la Presse canadienne à la condition de pouvoir conserver l'anonymat, a reconnu avoir lui-même reçu \$1000, un voyage à New York et les avances de deux prostituées pour avoir fermé les yeux sur les pêches excessives réalisées par un capitaine de bateau italien.

Selon l'ex-ministre terre-neuvien des Pêches, M. Jim Morgan, Ottawa a connaissance depuis un certain temps déjà du versement de tels pots-de-vin. Ministre entre 1979 et 1984, M. Morgan a déclaré avoir fait savoir à Ottawa que son programme d'observateur fédéral de l'industrie de la pêche était inefficace. Mais l'ancien gouvernement libéral aurait fait la sourde oreille.

L'actuel ministre terre-neuvien des Pêches, M. Tom Rideout, partage la même opinion. Il a d'ailleurs réclamé une enquête complète, et non pas seulement interne, auprès de l'actuel titulaire fédéral des Pêches et Océans, M. John Fraser.

LES BESTIAUX

(PC) — Les arrivages au

marché de Montréal hier

comprenaient 900 bovins,

913 veaux et 57 porcs.

Les prix s'établissaient ainsi:

Génisses: commercial:

\$51,50-61.

Vaches: D1,D2: \$55-

58,25; D3: \$50-55; D5: \$45-

50.

Taureaux: \$53-64.

Veaux de choix: \$100-

112; bons animaux: \$85-

100; moyens: \$75-85;

communs: \$60-75.

Bons veaux de rempla-

cement: \$85-114; moyens et

communs: \$60-84.

Gorets: \$46,50-49.

Prix moyen du porc ontar-

ien, lundi: \$60,37; mardi:

\$60,51.

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT

DES JARDINS

BERNARD PARADIS

Monsieur Paul Gauthier,

président-directeur gé-

néral de la Société d'investis-

sement Desjardins, a le

plaisir de communiquer la

nomination de monsieur

Bernard Paradis au poste

de vice-président, finances.

Dans ses nouvelles fonc-

tions, monsieur Paradis

sera responsable du finan-

cement de la Société, des

relations avec ses action-

naires et avec les milieux

financiers, ainsi que des

opérations de désinvestis-

sement.

La SID, une institution du

Mouvement des Caisses

populaires et d'économie

Desjardins du Québec, a

pour mission de favoriser

le développement indus-

triel au Québec par des in-

vestissements dans les ca-

pitaux d'entreprises en

croissance.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHÈQUES

ACCEPTATION en 7 jours, 1ère et

2e hypothèque, Caisse Pop. St-

René Gosselin, 301-2610.

ATTENTION: l'ajout de l'argent pour

OFFRE ET DEMANDE

[illegible]

Corridw	1%	Mplx B	58%	9%	RylGld	11%	30	PartnershipUnit		
Costn	59	MElec	50%	30	RylGw	3	8	Lpquw	65	75
Conrv	35	MrtieA	57%	8%	Rylt p	111%	111%	PSStorageS25	29	
Costk	17%	Marstb	51%	0%				PSStorageS25	29	

CrFrost 150%	47%	Marr80 530%	11%	RCTA BASS	38%				
CrLife 31%	12%	Mars76 58%	9%	RCTB BASS	19%				
Crown 12%	1%	McK11 28%	0%	RTPC 38%	28%	Alumad 57%	25%		
DCA 1%	1%	MDM1 310%	30%	RTPCP 99%	99%	B V 2000	30%		
CGW 9%	11%	MOB1 1%	0%	Rugel 120	35%	JAIN 15%	1%		
DGAT 1%	1%	MSB1 10%	0%	Rupert w	1%	Mobil 31%	31%		
Dalmy 54%	81%	NF ad w 63	68	Sandr 330	345	Sony 116%	1%		

TITRES AU COMPTOIR (de Toronto)

TORONTO (PC) — 7 mai, les actions transigées sur titres inscrits au comptoir fournies par l'Association des courtiers en valeurs mobilières du Canada sous l'autorité de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Le volume comprend les transactions pour clients et les échanges entre courtiers.

INDUSTRIELLES							
	Volume	Haut	Bas		Volume	Haut	Bas
A.H.A. Auto Tech	300	1.20	1.20	Kentec Res	20,000	.30	.27
Action Traders	300	.27	.27	Lake Mine Res	4,000	.05	.05
Auto Co Fr Cgl	8,100	25.00	24.55	Lansac Sizes	500	1.70	1.70
Bk of U.S.A.	10,000	24.95	24.95	Orrwell Invest	75,500	.17	.15
Bow Wire 8.5	50,017.15	25.85	24.25	Perrux Res	4,500	.40	.40
Can Granit	500	1.00	1.00	Persistence Corp.	4,500	.47	.47
Can Pac	100	1.00	1.00	Renix (no OETS lab.)	400	.45	.47

Cromix 2 CV 100	1,275	27.82	28.25	Rich Grp Ylknt	1,000	.70	.70
Emco Ltd	1,000	16.50	16.50	Wharf Rescos	13,000	1.85	1.85
Fleet Aerospac A	302	12.25	12.25	v-Mtn Frontier	1,000	2.45	2.45
Highland Queen A	700	1.00	.90	v-Monaco Gold	100	1.00	1.00

Int City Gas Co	April 70	27.80	25.75	
Norfolk Electric	Apr 70	1.32	4.35	
Nabco Newbk	10,000	20	20	
Nelma Infirma	infinito	40.00	34.68	
Ultimar 1.75	1st \$151,000	36.00	44.66	
US Steel 9 of 51	94,425	25.50	24.50	
Fleet Aeropac A wt	\$6,900	11.75	3.68	
Total volume	219,267			
MINES				
Argenteux	3,000	50	50	
Auspigne Corp	15,500	18	13	
Century Epy	3,000	11.00	1.19	
Clevo Risks	2,000	1.40	1.35	
Eclipse Traces	4,000	42	40	
Galeore Gold	5,000	30	30	
Golden Earth	2,000	35	35	
Grand Sarnay	2,950	70	45	
Hecamp, Mns	1,000	1.75	1.75	
INDUSTRIELLES				
(offre et demande à Toronto)				
TORONTO (PC) — Les cotations sur les titres au comptoir (mines et pétroles), fournies par l'Association des courtiers de l'Ontario.				
		Offre	Demande	
A.H.A. Auto	1,000	1.40		
Ashtekins Jr pld	8,75	10.00		
Avion Tractor	1,000	1.25	1.25	
ARC International	2,00	2.30		
Autocorp Can	73	28		
Belpom Standard	1,62	1.88		
Berman Holdings	2,000	1.40	1.35	
Canad Investments Ltd.	25	25		
Cdn Gas Epy B wts	31.00	—	—	
Calven	80	35		
Commercial Finance	1,25	4.50		
Consolidated Bran	40	40		
Confidential R and D	50	60		
Eclipse Cap Inc	42	42		
Gemini Food	1,20	1.30		
Global Communications	35.00	—	—	
Globe Seller	25	25		
Goodrich Elevator	27.00	20.00		
H.O. Financial	1,20	1.30		
Highland Queen	50	1.00		
Lever Ind	15	14.00		
Longford Equip	2,25	2.75		
Longford pld	2.50	2.75		
Powell wts	1.00	1.25		
Neometric Data	2.80	3.88		
Nabco Newbk	40	06		
Nelma Info	42	47		
O'Toolos Food	73	80		
Paramount Funding Corp	1,25	1.75		
Polycom Comm	5.00	5.00		
Polycom pld	4.75	5.25		
Pony Sporting Goods	40	10		
Real Time Data Pre	2.00	2.00		
Russell Holdings	35	45		
Sent Mortgage	9.00	9.00		
Superchick Corp	2.75	1.00		
TET Sys Intl	1.00	1.00		
York Centre B	4.00	5.00		
MINES ET PÉTROLES				
(offre et demande à Toronto)				
TORONTO (PC) — L'offre et demande des titres au comptoir (industrielles) de Toronto fournies par Pittfield Mackay & Ross Ltd., l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières.				
	Offre	Demande	Offre	Demande
Alk Rus	10	15		
Accord	45	50		
Argemix	50	50		
Auber	11	18		
Avdon	31	40		
Barrin	23	28		
CaneCor	45	50		
Canper	31	40		
Carling	35	40		
Casi B	7	10		
Chance	29	30		
Chev	135	135		
Cloyths	05	15		
Creafish	57	63		
East Bay	10	15		
Edna Res 12	40	40		
Elmwood	30	35		
F Can Gd 5	—	—		
Galore	25	25		
GidneR 7	12	12		
Goldfir 18	22	22		
Grandado 30	40	40		
GrandSagso	20	20		
Heimann Is	10	10		
Infil	40	40		
Keevic 20	25	25		
Key LK 18	12	18		
Lanigh	10	14		
Lokites	35	40		
Lorir 7	12	12		
Lynx	20	20		
Mexcor 25	30	30		
Miller	30	40		
Hamahint 18	40	40		
N Team 11	10	10		
Newhouse 5	20	20		
Onlex	20	23		
Orwell 17	22	20		
Palmer 45	45	45		
Petrifinc 40	50	50		
Pulsione 82	87	87		
Punters 13	13	13		
Redeur	57	58		
Richo	65	75		
Sharpe	27	27		
Shedden	18	20		
Sturkure	100	102		
Strmbl wts 1	—	—		
Survall	120	140		
Swansea	20	20		
Track R 3	10	10		
Urban R 3	6	6		
Wagon	4	4		
Ward	10	10		
Yon Day	15	15		
OILS				
Pinetree	3	6		
VENDUES				
	TAUX	PAIEMENT	ENREG.	
Ameritrust	4.00 tr.	31-05-85	17-05-85	
CAE Industries	0.07 tr.	28-06-85	14-06-85	
Dallas Corp.	0.18 tr.	09-07-85	19-05-85	
DCNY Corp.	2 pour 1 a.c.	07-08-85	20-06-85	
Genstar Corp.	0.26 tr.	30-06-85	03-06-85	
Gerber Products Co.	0.33 tr.	10-08-85	20-06-85	
Hall Meyers	0.10 tr.	08-06-85	23-05-85	
Indal Ind.	0.15 tr.	15-06-85	26-05-85	
V.S Services Ltd.	0.14 tr.	08-08-85	22-05-85	
Western Inv.	0.385 tr.	15-06-85	24-05-85	

Hausse de 16% du déficit des échanges commerciaux extérieurs US

WASHINGTON (AFP) — Le déficit des échanges commerciaux extérieurs des États-Unis, calculé sur la base de la balance de paiements, s'est chiffré à \$28,3 milliards au premier trimestre, soit 16 p. cent de plus qu'au dernier trimestre 1984, ont révélé hier des statistiques publiées par le département du Commerce.

Ces statistiques, affrénées à la valeur des produits échangés, ont révélé que les importations américaines de produits non pétroliers ont progressé de 11 p. cent pendant la période sous revue en raison d'un fort gonflement des achats de produits manufacturés étrangers.

Les importations totales des États-Unis au 1er trimestre n'ont toutefois fait ressortir, à \$84,4 milliards, qu'une hausse de 5 p. cent.

Une chute de 25 p. cent de leurs importations pétrolières a en effet compensé en partie la vive progression de leurs importations de produits manufacturés.

Les exportations américaines ont reflé à l'opposé d'un p. cent au cours de la période sous revue et n'ont atteint que \$56,1 milliards.

Leur recul a reflé pour une large part une chute de 11 p. cent des exportations de produits agricoles.

Selon les experts gouvernementaux, la forte poussée des importations de produits non pétroliers a largement contribué au ralentissement marqué de la croissance économique notée aux États-Unis depuis le début de l'année.

Ce ralentissement, qui a particulièrement affecté le secteur industriel, s'est traduit par une progression du PNB américain de 1,3 p. cent l'an seulement, au premier trimestre soit le plus faible taux de croissance enregistré aux États-Unis depuis deux ans.

Vive déception

La baisse marquée des exportations agricoles a expliqué d'autre part, selon des analystes, la vive déception manifestée par le secrétaire américain à l'Agriculture, M. John Block, devant le refus de la France de fixer une date pour de nouvelles négociations commerciales multilatérales.

Les qui, pour Washington, doivent notamment mettre en cause la politique agricole de la CEE.

Les statistiques publiées hier par le département du Commerce ont indiqué que les exportations agricoles américaines sont tombées à \$8,5 milliards, soit un milliard de moins qu'au cours du trimestre précédent. Les exportations de blé et de maïs ont notamment chuté de 35 et 12 p. cent respectivement.

Quant au reflux brutal des importations pétrolières des États-Unis, il a reflé largement l'attentisme des compagnies pétrolières depuis le début de l'année dû aux incertitudes quant au prix du pétrole suscitées par le marasme du marché pétrolier mondial. Les compagnies pétrolières américaines ont préféré ralentir leurs achats à l'étranger quitte à dégonfler leurs stocks.

Au total, les importations pétrolières n'ont atteint pendant la période sous revue que 4,32 mbj, soit leur plus bas niveau depuis le troisième trimestre 1971. Le prix du pétrole importé est ressorti pour sa part à \$26,86 dollars contre \$27,59 au dernier trimestre 1984.

Le dollar

La dégradation continuelle de la balance commerciale des États-Unis, rappellent les experts officiels et privés, est largement le produit du niveau anormalement élevé du dollar. Celui-ci rend en effet meilleur marché les produits étrangers pour le consommateur américain mais plus chers les produits américains à l'exportation.

Selon les milieux économiques, la nouvelle poussée des importations américaines notée au premier trimestre devrait faire place à un certain tassement au second trimestre en raison du fort ralentissement de l'activité économique aux États-Unis.

Ils notent à cet égard que les intentions d'achats des consommateurs américains sont en baisse, que les sociétés américaines ont tendance actuellement à réduire leurs stocks et qu'enfin, selon les dernières statistiques officielles, les acceptations bancaires couvrant des importations américaines sont en diminution.



Le secrétaire américain à l'Agriculture, John Block (à gauche), a reçu hier à Washington son homologue canadien, John Wise. téléphoto AP

Agriculture: des accords entre le Canada et les USA

WASHINGTON (AFP) — Le ministre canadien de l'Agriculture, John Wise, a eu hier à Washington un long entretien avec son homologue américain, John Block, à l'issue duquel plusieurs points d'accord portant notamment sur les échanges de produits agricoles entre les deux pays ont été atteints, indique le service de presse du département américain de l'Agriculture.

Cette rencontre, fixée dans le cadre d'une série d'entrevues bi-annuelles dont le principe a été arrêté l'automne dernier par les deux hommes, a permis de prendre les engagements communs suivants:

■ Intensification des efforts pour améliorer les échanges de produits agricoles entre le Canada et les États-Unis, en encourageant la création d'un groupe américain-canadien composé de représentants du secteur horticole et dont la mission sera de faire des recommandations destinées à

réduire les frictions commerciales entre les deux nations.

■ Un engagement mutuel de travailler au développement et à la mise en oeuvre de pratiques commerciales plus justes, qui facilitent les conditions d'accès aux marchés extérieurs ainsi qu'à la réduction des subventions aux exportations dont la pratique fausse le jeu normal des échanges.

Ces objectifs devront être initialement poursuivis dans le cadre de la Commission du GATT (Accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce) et, dans un second temps, dans un nouveau round de négociations commerciales multilatérales, a-t-il été précisé.

Les échanges agricoles entre les deux pays représentent annuellement quelque \$6 milliards et la valeur des exportations agricoles américaines vers le Canada a atteint \$1,9 milliard au cours de l'exercice budgétaire 1984 qui s'est achevé le 30 septembre dernier.

STANDARD LIFE NOMINATION



M. Christian Martineau, B.Sc., FSA, FICA

M. Alastair Fernie, président des opérations canadiennes, a l'honneur d'annoncer la nomination de M. Christian Martineau au poste de vice-président, administration grande branche.

Diplômé de l'université Laval de Québec, M. Martineau est entré au service de la Standard Life en 1974. Il n'a cessé, depuis, d'assumer des responsabilités croissantes au sein de la compagnie, et il occupait jusqu'à dernièrement le poste de directeur, services d'actuariat et d'administration, collective. En tant que vice-président, il assumera l'entière responsabilité de l'administration des activités grande branche de la compagnie.

Ottawa consacre \$25 millions à la retraite anticipée de fonctionnaires

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral a annoncé hier la création d'un programme de \$25 millions dans le but d'inciter les haut fonctionnaires nommés par l'ancien gouvernement libéral à prendre leur retraite.

Le président du Conseil du trésor, Robert de Cotret, a expliqué que ce programme vise à résoudre «un sérieux problème de mobilité salariale» parmi les gestionnaires et dirigeants de la fonction publique canadienne.

Au total, 747 hauts fonctionnaires âgés de 55 à 64 ans sont admissibles à ce programme de retraite anticipée, qui prévoit des compensations financières allant jusqu'à 78 semaines de salaire, tenant compte des années de service et incluant une indemnité de séparation.

M. de Cotret s'attend à ce qu'environ 400 hauts gradés se

prévalent du programme. Seulement la moitié d'entre eux seraient remplacés par des hommes et des femmes de grand calibre, provenant de la fonction publique et d'ailleurs.

Cette réduction de personnel entraînera des économies annuelles d'environ

\$15,6 millions, ce qui permettra au programme de s'autofinancer en moins de deux ans.

Le programme s'adresse aux fonctionnaires qui ont déjà droit à la retraite mais qui ont choisi de rester en fonction, ainsi qu'à ceux qui deviendront admissibles à la retraite avant la fin de 1985.

Dans une note interne rendue publique par M. de Cotret, le secrétaire du Conseil du trésor, J.L. Manion, précise que cette opération a pour objectif de «renforcer le rendement et l'efficacité des cadres».

«La principale raison de la mise sur pied de ce programme de retraite volontaire est la diminution de la clientèle dans les services publics au cours des dernières années et la probabilité d'une croissance minime ou nulle dans les années à venir», souligne M. Manion.

Les candidats à la retraite anticipée doivent prendre leur décision entre le 13 mai et le 5 juillet.

LA BOURSE EN BREF

MONTREAL

Volume:

Mercredi	1 982 000
Mardi	2 495 000

Faits saillants:

	Mercredi	Mardi
Actions trans.	329	342
Gains	91	129
Pertes	138	114
Inchangées	100	99
Hauts 85	9	16
Bas 85	12	12

Valeurs les plus actives

Volume	Valeurs	Ferm.	Var.
150,752	Gulf Cda	20%	-1/2
122,400	Falconbridge L	18%	-1/2
91,763	Noranda Inc.	15%	-1/2
82,963	B.C.Forest	8%	-1/2
76,250	Amca Intl.	15%	+1/2

Juniors/Mines et pétroles

Volume	en cents	Ferm.	Var.
56.500	Soc.Ex.Vior W.	56	+0,01
36.000	Bateman Bay	27	+0,01
34.600	Soc.Ex.Vior	1,74	-0,04
25.500	Abitibi Asb.	17	inch.
20.986	C.Imp. Res.	60	-0,05

TORONTO

Volume:

Mercredi	12 163 000
Mardi	11 879 000

Faits saillants:

	Mercredi	Mardi
Actions trans.	973	978
Gains	262	343
Pertes	369	307
Inchangées	342	328
Hauts 85	29	39
Bas 85	15	10

Valeurs les plus actives

Volumes	Valeurs	Ferm.	Var.
899,467	Nova-A	5%	-1/4
883,611	Noranda Inc.	15%	-1/4
388,764	Gulf Cda	20%	-1/4
237,000	Laidlaw-B	12%	+1/2
212,162	Dome Pete	3,20	-0,05

Mines et pétroles

Volumes	en cents	Ferm.	Var.
520,025	Gulfstream R.	1,55	+1,79
350,800	Calais Res.	82	+0,01
254,500	Treasure V.	1,49	+1,29
238,450	Sceptre Res.	6%	-1/2
122,650	Penn W.Pete	2,00	inch.

NEW YORK

Volume:

Mercredi	101 580 000
Mardi	100 150 000

Faits saillants:

	Mercredi	Mardi
Actions trans.	1 979	1 984
Gains	740	904
Pertes	757	600
Inchangées	482	480
Hauts 85	90	85
Bas 85	21	12

Indices Dow Jones:

	Dur.	Haut	Bas	Chg.
30 Ind.	1248,67	1236,94	1239,51	1248,78
20 Tr.	588,80	597,54	584,48	594,96
15 Sv P	157,57	159,62	156,24	157,83
65 Comp	509,78	515,27	505,95	511,54

Indices Standard & Poor's:

	Haut	Bas	Ferm.	Var.
500 composé	180,76	179,96	180,62	-0,14
480 Industries	200,44	199,35	200,08	-0,36
20 Transport	156,00	153,70	155,56	+1,02
15 Sv. publique	82,04	81,70	81,98	+0,16
40 Finances	21,88	21,69	21,85	+0,09

ÉPARGNEZ DE 5 FAÇONS GRÂCE À UN PRÊT HYPOTHÉCAIRE DE LA BNE*

1. ÉPARGNEZ-VOUS DES MIGRAINES.
Nos formulaires étant rédigés en langue courante, vous n'avez pas à connaître le jargon juridique pour comprendre ce que vous lisez.

2. ÉPARGNEZ DE L'ARGENT.
Vous pouvez économiser en réduisant votre principal plus rapidement. Une fois l'an, en effet, vous pouvez relever de 10% au maximum le montant de vos mensualités ou rembourser par anticipation jusqu'à 10% du montant initial du prêt. Ou les deux. Sans frais.

3. ÉPARGNEZ DU TEMPS.
À la BNE, vous êtes assurés d'un service professionnel et rapide.

4. ÉPARGNEZ-VOUS DES SOUCIS AU SUJET DES TAUX D'INTÉRÊT GRÂCE À NOTRE OPTION DE RENOUVELLEMENT ANTICIPÉ.

Si vous craignez une hausse marquée des taux d'intérêt, cette option vous permet de renouveler votre emprunt jusqu'à six mois avant la date d'échéance. Dans certains cas, le paiement d'une indemnité est prévu. Pour plus de renseignements, téléphonez ou rendez-vous à l'une de nos succursales.

5. ÉPARGNEZ-VOUS DES FRAIS AU MOMENT DE LA DEMANDE**

À la BNE, les propriétaires de maisons unifamiliales qui font une demande de prêt hypothécaire à taux fixe n'ont aucuns frais à acquitter.

DEMANDE DE CRÉDIT

POUR VOTRE PRÊT HYPOTHÉCAIRE, VENEZ À LA BNE ET ÉPARGNEZ.

BNE

*Les prêts sur première hypothèque sont consentis par la Société hypothécaire BNE, filiale de La Banque de Nouvelle-Écosse. **Sauf les frais d'évaluation et les primes d'assurance.

*Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.